



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Olivier Belnet

19, boulevard Arthur Michaud
13015 Marseille

Bellon S.A.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 août 2011
Bellon S.A.
Espace Gaymard - 2, place d'Arvieux - 13002 Marseille
Ce rapport contient 64 pages
Référence : JCR/121-2



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Olivier Belnet

19, boulevard Arthur Michaud
13015 Marseille

Bellon S.A.

Siège social : Espace Gaymard - 2, place d'Arvieux - 13002 Marseille
Capital social : €411 360

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bellon S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société a procédé à des tests de dépréciation des goodwill et autres actifs incorporels, ayant une durée d'utilité indéterminée et a également évalué s'il existait des indices de perte de valeur sur les actifs à durée d'utilité déterminée, selon les modalités décrites dans les notes 2.8 et 4.9 de l'annexe.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation et la méthode retenue pour l'évaluation de la valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs actualisés après impôts. Nous avons également examiné la documentation préparée dans ce cadre et apprécié la cohérence des données utilisées notamment en ce qui concerne les hypothèses retenues pour l'élaboration des plans d'activité.

- Les avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme au personnel sont évalués et comptabilisés selon les modalités décrites dans les notes 2.17 et 4.17 de l'annexe et font l'objet pour l'essentiel d'une évaluation par des actuaires externes. Nous avons examiné les données et hypothèses retenues par ces actuaires ainsi que leurs conclusions et nous avons vérifié que la note 4.17 fournissait une information appropriée.

Les éléments mentionnés ci-dessus reposent sur le recours à des estimations et des hypothèses sous-jacentes, qui ont par nature un caractère incertain. Comme précisé dans la note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en présence de conditions différentes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 30 janvier 2012

Marseille, le 30 janvier 2012

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Jean-Claude Reydel
Associé



Olivier Belnet

Comptes consolidés de Bellon S.A. au 31 août 2011

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2010-2011	2009-2010
Chiffre d'affaires	3	16 047	15 230
Coût des ventes	4.1	(13 529)	(12 846)
Marge brute		2 518	2 384
Charges commerciales	4.1	(242)	(226)
Charges administratives	4.1	(1 411)	(1 359)
Autres produits opérationnels	4.1	10	12
Autres charges opérationnelles	4.1	(25)	(41)
Résultat opérationnel	3	850	770
Produits financiers	4.2	57	61
Charges financières	4.2	(236)	(249)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	3 et 4.8	15	14
Résultat avant impôt		686	596
Impôt sur les résultats	4.3	(250)	(205)
Résultat de l'ensemble consolidé		436	392
Dont :			
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		310	287
PART REVENANT AU GROUPE		126	105

2. ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2010-2011	2009-2010
Résultat net		436	392
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	4.10.3 et 4.14	0	0
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture	4.16 et 4.14	14	(3)
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies et autres	4.17.1 et 4.14	36	(62)
Écarts de conversion		(314)	336
Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises mises en équivalence, nets d'impôts		1	(9)
Impôts sur les autres éléments du résultat global		(15)	17
Total des autres éléments du résultat global après impôts		(278)	279
Résultat global		158	671
Dont :			
Part revenant au Groupe		31	203
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		127	468

3. BILAN CONSOLIDE

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Actif non courant			
Immobilisations corporelles	4.4	513	531
Goodwills	4.5	4 489	4 840
Autres immobilisations incorporelles	4.6	492	527
Investissements clients	4.7	222	228
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4.8	70	71
Actifs financiers non courants	4.10	82	110
Autres actifs non courants	4.12	14	14
Impôts différés	4.20	153	162
TOTAL ACTIF NON COURANT		6 035	6 483
Actif courant			
Actifs financiers courants	4.10	9	6
Instruments financiers dérivés	4.16	2	6
Stocks	4.11	252	235
Créances d'impôt		72	81
Clients et autres créances	4.12	3 142	3 033
Fonds réservés et actifs financiers de l'activité « Solutions de Motivation »	4.10	622	578
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.13	1 465	1 593
TOTAL ACTIF COURANT		5 564	5 532
TOTAL DE L'ACTIF		11 599	12 015

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Capitaux propres			
Capital		0	0
Primes d'émission		397	397
Résultats non distribués		0	0
Réserves		65	74
Capitaux propres – Part du Groupe		462	471
Participations ne donnant pas le contrôle		1 612	1 740
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4.14	2 074	2 211
Passif non courant			
Emprunts et dettes financières	4.15	2 332	3 124
Instruments financiers dérivés		1	
Avantages au personnel	4.17	282	349
Autres passifs non courants	4.19	190	243
Provisions	4.18	62	64
Impôts différés	4.20	150	122
TOTAL PASSIF NON COURANT		3 017	3 902
Passif courant			
Découverts bancaires		23	59
Emprunts et dettes financières	4.15	756	319
Instruments financiers dérivés	4.16	12	29
Dettes d'impôt		120	138
Provisions	4.18	47	61
Fournisseurs et autres dettes	4.19	3 129	2 989
Chèques et Cartes de Services à rembourser		2 421	2 307
TOTAL PASSIF COURANT		6 508	5 902
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		11 599	12 015

4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2010-2011	2009-2010
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle			
Résultat opérationnel des sociétés intégrées		850	771
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
Amortissements		244	240
Provisions		(9)	19
Résultat net d'impôt des cessions et autres		15	9
Produits des participations		13	9
Variation du BFR lié à l'activité		101	257
Variation des stocks	4.12	(32)	(12)
Variation des clients et autres créances		(235)	(177)
Variation des fournisseurs et autres dettes		262	201
Variation des Chèques et Cartes de Services à rembourser		170	233
Variation des actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation		(64)	12
Intérêts payés		(176)	(172)
Intérêts encaissés		14	28
Impôts payés		(233)	(186)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		819	975
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations		(242)	(236)
Cessions d'immobilisations		22	26
Variation des investissements clients	4.7	(22)	(19)
Variation des actifs financiers		12	(20)
Acquisitions de filiales		(2)	(23)
Cessions de filiales		-	3
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		(232)	(269)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(7)	(5)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(149)	(141)
Achats d'actions propres			
Cessions d'actions propres			
Augmentation/(Réduction) de capital		2	
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		(226)	(116)
Cession de participations sans perte de contrôle		57	24
Émissions d'emprunts et dettes financières		499	321
Remboursements d'emprunts et dettes financières		(770)	(393)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		(594)	(310)
VARIATION DE TRESORERIE		(7)	396
Incidence des différences de change et autres		(86)	(49)
Trésorerie à l'ouverture		1 534	1 187
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	4.13	1 441	1 534

5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves et résultat	Écarts de conversion*	Part du Groupe*	Total des capitaux propres*	
							Participations ne donnant pas le contrôle*	Total*
Notes				4.14				
Capitaux propres au 31 août 2009	25 710		397	73	(180)	290	1 466	1 756
Résultat net				105		105	287	392
Autres éléments du résultat global nets d'impôts				(19)	116	97	182	279
Résultat global				86	116	202	469	671
Dividendes versés				(6)		(6)	(140)	(146)
Autres variations				(15)		(15)	(55)	(70)
Capitaux propres au 31 août 2010	25 710		397	138	(64)	471	1 740	2 211
Résultat net				126		126	310	436
Autres éléments du résultat global nets d'impôts				12	(107)	(95)	(183)	(278)
Résultat global				138	(107)	31	127	158
Dividendes versés				(8)		(8)	(147)	(155)
Autres variations				(32)		(32)	(108)	(140)
Capitaux propres au 31 août 2011	25 710		397	236	(171)	462	1 612	2 074

Annexe aux comptes consolidés

Bellon S.A. est une société anonyme domiciliée en France dont le siège social est situé à Marseille.

Pour les besoins de ce document, « Bellon » signifie Bellon S.A., « le groupe » signifie l'ensemble de Bellon S.A. et du groupe Sodexo, et « Sodexo » ou « le groupe Sodexo » signifie l'ensemble de Sodexo S.A. et ses filiales consolidées.

Les comptes consolidés de Bellon S.A. ont été arrêtés par le Directoire en date du 6 Décembre 2011 et présentés au Conseil de surveillance le même jour. Ils seront soumis à l'Assemblée générale des actionnaires du 22 mai 2012.

1. FAITS MARQUANTS

Bellon SA a remboursé à Calyon, le 12 Avril 2011, un emprunt de 160 millions d'euros venant à échéance. Pour financer ce remboursement Bellon SA a utilisé sa trésorerie disponible et a signé avec CACIB une vente à terme d'actions Sodexo couplée d'une opération d'échange de conditions d'intérêts contre variation de cours de l'action d'un montant initial de 40 millions d'euros à échéance du 30 Juin 2011. A cette date, le montant du financement a été porté à 70 millions d'euros à échéance du 31 Décembre 2011, échéance qui a ensuite été prolongée au 15 Février 2012.

Sodexo SA a souscrit, le 29 mars 2011 un emprunt de 600 millions de dollars US à taux fixe, sous la forme d'un placement privé auprès d'investisseurs américains. Sodexo SA a également signé, le 18 juillet 2011, une ligne de crédit confirmé multidevises d'un montant maximum de 600 millions d'euros plus 800 millions de dollars et a résilié, le 20 juillet 2011, par anticipation la ligne de crédit multidevises d'avril 2005. Ces deux opérations de financement ont permis au Groupe Sodexo de profiter des conditions de marché et de rallonger la maturité de ses emprunts.

Ces opérations sont décrites en note 4.15 « Emprunts et dettes financières ».

Comme mentionné dans le paragraphe 4.28 « Événements postérieurs à la clôture », le 6 septembre 2011 Sodexo a acquis la société Puras do Brasil et devient n° 1 des Solutions de Services sur Site au Brésil, un marché en forte croissance.

Par ailleurs, le 1^{er} août 2011, Sodexo a signé un contrat d'acquisition de la société française Lenôtre. Cette transaction, qui était conditionnée à l'approbation des autorités de la concurrence, a été finalisée le 22 septembre 2011. Grâce à cette opération, Sodexo va développer son portefeuille d'activité Prestige en France et à l'international, ainsi que son savoir-faire autour des métiers de la gastronomie de luxe et renforcer ainsi son offre auprès de ses clients.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Bases de préparation des états financiers

2.1.1 Base de préparation des informations financières 2010-2011

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'*International Accounting Standard Board* (IASB) et adoptées par l'Union européenne à la date de clôture de la période, afin d'être en conformité avec le référentiel appliqué par le Groupe Sodexo, lui-même soumis au règlement européen 1606 / 2002 du 19 juillet 2002. Une liste complète des normes adoptées par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Bellon SA établit un arrêté des comptes sur la même période que sa fille pour l'établissement des comptes consolidés.

L'exercice comparatif est arrêté selon les mêmes principes.

Concernant les normes IFRS applicables au Groupe, les dates d'application des IFRS telles qu'approuvées par l'Union européenne ont été les mêmes que celles des IFRS publiées par l'IASB au cours des trois derniers exercices, compte tenu de la date de clôture du Groupe. Ainsi, les éventuelles différences entre les deux référentiels liées au décalage dans le temps de l'approbation par l'Union européenne ont été sans incidence compte tenu de la date d'application des normes ou interprétations concernées.

Le Groupe analyse les impacts sur les comptes consolidés des interprétations d'IFRIC 4 et d'IFRIC 12 depuis leur date d'application. En l'absence d'investissement significatif, le Groupe n'a procédé à aucun retraitement.

Certaines données comparatives ont été reclassées afin de respecter la présentation adoptée pour l'exercice 2010-2011.

2.1.2 Nouvelles normes et interprétations applicables

Les nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2010 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes annuels du Groupe pour l'exercice 2010-2011.

- L'amendement à IFRS 2 « Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie », l'interprétation IFRIC 19 « Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux propres » et l'amendement d'IAS 32 « Classement des droits de souscription émis en devises » ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe.
- La procédure annuelle d'amélioration des IFRS 2010, adoptée par l'Union européenne en février 2011, comprenant des amendements applicables à l'exercice clos au 31 août 2011 et liés à la révision d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et d'IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels », n'a pas eu d'impact matériel sur les états financiers du Groupe.

2.1.3 Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice 2010-2011. Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes annuels. Une liste complète des normes adoptées par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

2.2 Recours à des estimations

Pour préparer les états financiers, des estimations et des hypothèses ont été faites par la Direction du Groupe et des filiales ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont effectuées de façon continue sur la base de l'expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles et qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les éléments significatifs faisant l'objet de telles estimations et hypothèses comprennent :

- la dépréciation des actifs courants et non courants (cf. notes 4.9 et 4.12) ;
- la juste valeur des instruments financiers dérivés (cf. note 4.16) ;
- les provisions pour litiges et risques fiscaux (cf. notes 4.18 et 4.27) ;
- la valorisation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (cf. note 4.17) ;
- les impôts différés (cf. note 4.20) ;
- les paiements fondés sur des actions (cf. note 4.22) ;
- la valorisation des goodwill, et des actifs incorporels acquis, ainsi que leur durée de vie estimée (cf. note 4.23).

2.3 Principes et méthodes de consolidation

2.3.1 Transactions intragroupe

Les transactions intragroupe, les soldes ainsi que les pertes et profits latents entre les sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

2.3.2 Méthode de consolidation

Une filiale est une entité contrôlée par Bellon SA, directement ou indirectement. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le contrôle de fait et les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les sociétés dans lesquelles Bellon SA exerce, directement ou indirectement, une influence notable ou un contrôle conjoint sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle, sont consolidées par mise en équivalence à partir de la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint est exercé et jusqu'à la date à laquelle il prend fin.

Le Groupe détient plusieurs participations dans des sociétés-projets créées dans le cadre de contrats de partenariat public-privé (PPP). Ces contrats PPP permettent aux gouvernements de faire appel au secteur privé pour concevoir, construire, financer et gérer des infrastructures publiques (hôpitaux, écoles, garnisons, établissements pénitentiaires) avec des critères de performance très précis. Une analyse est conduite pour chacune de ces participations, dont le détail figure dans la note 4.8, afin de déterminer si le Groupe y exerce une influence notable au regard des critères exposés par les normes IAS 27 révisée et IAS 28 ainsi que par l'interprétation SIC 12. Sur la base du résultat de ces analyses, ces participations ont été consolidées par mise en équivalence.

Le Groupe n'intervient dans ces projets en tant qu'investisseur en capital et en dette subordonnée que dans la mesure où il est prestataire de service de la société-projet.

Le détail des sociétés consolidées au 31 août 2011 est présenté en note 6.

2.3.3 Conversion

Les taux de change retenus proviennent des cotations à la Bourse de Paris et sur les grandes places financières internationales.

Transactions en devises étrangères

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de change provenant de cette conversion sont enregistrés en charges et produits financiers.

Les actifs et passifs non monétaires en devises étrangères comptabilisés au coût historique sont convertis au cours de change de la date de transaction. Les actifs et passifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis au cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

Les transactions de la période sont converties au cours de change de la date de transaction.

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net dans une entreprise étrangère consolidée, sont inscrites dans les capitaux propres consolidés jusqu'à la cession ou la liquidation de cet investissement net.

États financiers libellés en devises étrangères

Pays à monnaie stable

Les états financiers individuels de chaque société consolidée sont présentés en fonction de l'environnement économique local (monnaie fonctionnelle) dans lequel opère chacune de ces entreprises.

Afin de présenter des états financiers consolidés, tous les actifs et passifs en devise étrangère des sociétés consolidées sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe Bellon SA (l'euro) au cours de clôture et le compte de résultat est converti au cours moyen de la période. Les écarts de change en résultant sont classés dans les capitaux propres dans la rubrique « Écarts de conversion ». Lors de la transition aux normes IFRS, les réserves de conversion cumulées au 1^{er} septembre 2004 ont été reclassées en réserves consolidées.

Les corrections monétaires d'ordre réglementaire ont été maintenues dans les comptes des filiales des pays ayant été en hyperinflation : Argentine, Chili, Colombie, Mexique et Turquie. Les écarts de conversion résiduels entre l'application de la correction monétaire et l'utilisation du cours de clôture sont portés dans les capitaux propres.

Pays à forte inflation

Pour les pays à forte inflation, l'écart entre le résultat converti au cours moyen et le résultat converti au cours de clôture est porté en charges et produits financiers.

Traitement des filiales implantées au Venezuela

À la fin de l'année 2009, le Venezuela est entré dans la liste des pays hyper-inflationnistes selon les critères définis par la norme IAS 29. À compter de l'exercice clos le 31 août 2010, le Groupe a donc appliqué, pour la préparation des comptes consolidés, les règles de comptabilisation spécifiques prévues par cette norme aux transactions de nos filiales opérant dans ce pays.

Le 8 janvier 2010, le Venezuela annonçait la dévaluation de sa monnaie, le bolivar fuerte.

À partir de cette date, le Groupe a décidé de ne plus se référer au taux de change officiel décrété par le gouvernement vénézuélien (soit 1 USD = 4,3 bolivars). Les comptes des filiales implantées au Venezuela ont donc été convertis, pour l'exercice clos le 31 août 2010, au taux de 1 USD = 8,25 bolivars, soit 1 euro = 10,46 bolivars correspondant à la dernière cotation observable sur le marché parallèle, et, pour l'exercice clos le 31 août 2011, au taux de 1 USD = 9,39 bolivars, soit 1 euro = 13,57 bolivars, correspondant au taux observé sur des transactions récentes.

En effet, le Groupe estime que ces taux sont plus appropriés :

- d'une part, pour mieux refléter la parité économique entre l'euro et le bolivar compte tenu du contexte d'hyperinflation installé au Venezuela depuis la fin de l'année 2009 ;
- d'autre part, pour estimer le taux le plus probable auquel le Groupe évalue sa capacité future à convertir des bolivars en euros étant donné les restrictions actuelles apportées par les autorités du pays aux transactions sur le marché officiel.

Les impacts sur les comptes du Groupe résultant de cette position sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2010-2011			2009-2010		
	Données au taux utilisé par le Groupe 1 € = 13,57 VEF	Données proforma au taux officiel 1 € = 6,21 VEF	Incidence du choix sur les comptes publiés	Données au taux utilisé par le Groupe 1 € = 10,46 VEF	Données proforma au taux officiel 1 € = 5,45 VEF	Incidence du choix sur les comptes publiés
Chiffre d'affaires des filiales vénézuéliennes	51	111	(60)	60	116	(56)
Résultat opérationnel des filiales vénézuéliennes	19	41	(22)	25	49	(24)
Résultat net des filiales vénézuéliennes	6	13	(7)	7	14	(7)
Capitaux propres des filiales vénézuéliennes	14	31	(17)	15	28	(13)

2.4 Regroupement d'entreprises et goodwill

Depuis le 1^{er} septembre 2009, le Groupe applique la norme révisée IFRS 3 (2008) « Regroupements d'entreprises ».

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de filiales par le Groupe. La juste valeur de la contrepartie transférée correspond à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur et des passifs repris à la date de l'échange. Les coûts directement liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Lors de la première consolidation d'une filiale ou participation, le Groupe évalue l'ensemble des éléments identifiables acquis à leur juste valeur à cette date. Cette évaluation se réalise dans la devise de la société acquise.

Les ajustements de valeurs des actifs et passifs relatifs à des acquisitions comptabilisées sur une base provisoire (en raison de travaux d'expertise en cours ou d'analyses complémentaires) sont comptabilisés comme des ajustements rétrospectifs du goodwill s'ils interviennent dans la période d'un an à compter de la date d'acquisition et s'ils résultent de faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs, y compris en ce qui concerne les impôts différés actifs qui, s'ils sont reconnus au-delà d'un an après la date de l'acquisition, génèrent un produit d'impôt. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence.

2.4.1 Goodwill

Acquisitions réalisées à compter du 1^{er} septembre 2009

L'écart résiduel correspondant à l'excédent de la juste valeur de la contrepartie transférée (par exemple le montant payé), augmenté du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (évaluée soit à leur juste valeur, soit pour leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis) sur la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris, est inscrit à l'actif du bilan sur la ligne « Goodwills ».

L'option d'évaluer les participations ne donnant pas le contrôle à leur juste valeur ou pour leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

Acquisitions réalisées entre le 1^{er} septembre 2004 et le 31 août 2009

Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables de la société acquise à la date d'acquisition. Les coûts directement liés à l'acquisition étaient pris en compte dans le coût d'acquisition et donc le goodwill.

Ces goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation sont décrites ci-après en note 2.8. Les pertes de valeurs éventuelles constatées au compte de résultat sont irréversibles.

2.4.2 Goodwill négatif

Il représente l'excédent de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris de la société acquise à la date d'acquisition sur la considération transférée (par exemple le prix d'acquisition) augmenté du montant de la participation ne donnant pas le contrôle.

Après vérification du processus d'identification et d'évaluation des différents éléments pris en compte dans son calcul, le goodwill négatif est comptabilisé immédiatement au compte de résultat au cours de la période d'acquisition.

2.4.3. Transactions concernant les participations ne donnant pas le contrôle

Les variations des participations ne donnant pas le contrôle, en l'absence de prise ou de perte de contrôle, sont comptabilisées en capitaux propres. Notamment, lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée par le Groupe, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire des capitaux propres consolidés acquise est enregistré en capitaux propres – part du Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale (y compris le goodwill) reste inchangée.

Auparavant, un goodwill était comptabilisé lors de l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle, correspondant à l'excédent du coût d'acquisition de ces participations à la date de transaction par rapport à leur valeur comptable.

2.4.4. Ajustements et/ou compléments de prix

Depuis le 1^{er} septembre 2009, les ajustements ou compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date de l'acquisition même si leur réalisation n'est pas considérée comme probable. Après la date d'acquisition, les changements d'estimation de la juste valeur des ajustements de prix entraînent un ajustement du goodwill uniquement s'ils interviennent dans le délai d'affectation (un an maximum à compter de la date d'acquisition) et s'ils résultent de faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Dans tous les autres cas, le changement est constaté en résultat ou parmi les autres éléments du résultat global selon la norme IFRS appropriée.

2.4.5. Regroupement d'entreprises réalisé par étapes

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la participation que le Groupe détenait précédemment dans l'entreprise acquise est réévaluée, au moment de la prise de contrôle de cette entreprise, à la juste valeur par le compte de résultat. Pour la détermination du goodwill à la date d'obtention du contrôle, la juste valeur de la contrepartie transférée (par exemple le prix payé) est augmentée de la juste valeur de la participation précédemment détenue par le Groupe.

2.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées initialement à leur coût conformément à la norme IAS 38. Lors de la transition IFRS, le Groupe n'a pas opté pour une réévaluation des immobilisations incorporelles à la juste valeur dans le bilan d'ouverture au 1^{er} septembre 2004. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises évaluables de façon fiable, contrôlées par le Groupe et qui sont séparables ou résultant de droits légaux ou contractuels sont comptabilisées à leur juste valeur séparément du goodwill. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur constatées.

Les immobilisations incorporelles, sauf certaines marques dont la durée d'utilité n'est pas limitée lorsque les conditions de marché et le contexte réglementaire permettent une utilisation indéfinie de celles-ci, sont des immobilisations à durée d'utilité déterminée et sont amorties selon le mode linéaire sur les durées suivantes en fonction de leur durée d'utilité prévue :

Progiciels de gestion intégrés	5 ans
Logiciels	3-4 ans
Brevets et licences	2-10 ans
Autres immobilisations incorporelles	3-20 ans
Relations clientèle	3-20 ans

Les coûts liés à l'acquisition de licences et logiciels sont inscrits à l'actif sur la base de coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée.

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

2.6 Immobilisations corporelles

En application de la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception des terrains figurant au coût diminué des pertes de valeur. Ce coût inclut les dépenses qui sont directement liées à l'acquisition du bien et le coût estimé de l'obligation de remise en état d'une partie de l'actif le cas échéant.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'immobilisation ou reconnus comme un composant séparé, le cas échéant, s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet élément iront au Groupe et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus sauf ceux engagés pour une augmentation de la productivité ou pour la prolongation de la durée d'utilité du bien, qui sont alors immobilisés. Lors de la transition IFRS, le Groupe n'a pas opté pour une réévaluation des immobilisations corporelles à la juste valeur dans le bilan d'ouverture au 1^{er} septembre 2004.

Les immobilisations corporelles sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilité et en tenant compte de leur valeur résiduelle. L'amortissement linéaire est considéré comme l'amortissement économiquement justifié.

Les durées généralement retenues pour le Groupe sont les suivantes :

Constructions	20 à 30 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	3 à 8 ans
Véhicules à moteur	4 ans
Bateaux et pontons flottants (selon les composants)	5 à 15 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs corporels sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation lorsqu'il existe un quelconque indice qu'un actif corporel a subi une perte de valeur.

2.7 Contrats de location

Lorsque le Groupe a conclu des contrats de location en tant que locataire, ils sont analysés conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location ».

Les contrats de location financement qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés comme suit :

- l'actif du bilan au commencement du contrat de location est évalué à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location ;
- la dette correspondante est enregistrée en dettes financières ;
- les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité et de la durée du contrat si le Groupe n'a pas une assurance raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges opérationnelles de façon linéaire jusqu'à échéance du contrat.

2.8 Dépréciation d'actifs

2.8.1 Dépréciation des actifs à durée d'utilité déterminée

Les actifs corporels et incorporels ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur. Ces pertes de valeurs comptabilisées en compte de résultat sont réversibles.

2.8.2 Dépréciation des actifs à durée d'utilité indéterminée

Les goodwill et les autres actifs incorporels, ayant une durée d'utilité indéterminée, font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an, au cours du dernier trimestre de l'exercice. Les résultats sont ensuite confortés par la réalisation de l'analyse sur la base des données au 31 août.

Unités génératrices de trésorerie

Les immobilisations, qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes permettant de les tester individuellement, sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT).

Les tests de valorisation sont réalisés par UGT ou par groupe d'UGT qui sont déterminés comme étant généralement l'un des deux principaux secteurs d'activité du Groupe avec un découpage par zone géographique en ce qui concerne l'activité « Solutions de Services sur site ».

Les actifs de l'UGT incluent :

- le goodwill qui leur est affecté dans la mesure où l'UGT ou le groupe d'UGT est susceptible de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- les autres actifs incorporels, les actifs immobilisés et le besoin en fonds de roulement net.

Indices de pertes de valeur

Les principaux indices de perte de valeur retenus sur les unités génératrices de trésorerie portent sur la baisse significative du chiffre d'affaires et de la marge brute de l'unité génératrice de trésorerie ainsi que sur les évolutions du marché.

Méthode de détermination de la valeur recouvrable

Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat quand la valeur comptable de l'actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre :

- sa juste valeur diminuée des coûts de la vente correspondant au montant auquel une filiale serait en mesure de vendre l'actif (après coûts de cession) dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes ; et
- sa valeur d'utilité, correspondant à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés provenant de l'utilisation continue et de la cession *in fine* d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

La valeur d'utilité des UGT est déterminée sur la base des flux de trésorerie après impôts qui ressortent de plans d'activité généralement établis à trois ans par le management et étendus au-delà de cet horizon.

La Direction du Groupe et de ses filiales a budgété la marge brute en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Le taux de croissance retenu au-delà de la période de ces plans correspond au taux de croissance du secteur d'activité et de la zone géographique concernée.

L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée sur la base du coût moyen du capital.

Les taux de croissance et d'actualisation retenus pour les tests de dépréciation de la période sont décrits en note 4.9.

Comptabilisation des pertes de valeur

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

2.8.3 Reprise de perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur, sur un actif autre qu'un goodwill, ne peut être reprise que s'il existe des indicateurs que la perte de valeur a diminué ou n'existe plus. Le montant de la reprise éventuelle est alors basé sur des nouvelles estimations de sa valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

2.9 Investissements clients

Dans le cadre de certains contrats, le Groupe participe au financement de matériels et aménagements de locaux des clients, nécessaires à la réalisation de ses prestations. L'amortissement de ces actifs est comptabilisé en déduction du revenu sur la durée de la prestation.

Dans le tableau de flux de trésorerie, la variation du montant net des investissements clients est présentée dans les flux d'investissements.

2.10 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Ils sont valorisés selon la méthode du FIFO – premier entré premier sorti.

2.11 Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué éventuellement du montant de la dépréciation enregistrée dans le compte de résultat.

Une dépréciation est comptabilisée dès lors qu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat.

2.12 Instruments financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les justes valeurs des actifs financiers et instruments dérivés sont déterminées sur la base des cotations de marché ou d'évaluations réalisées par les établissements financiers dépositaires.

2.12.1 Actifs financiers

Pour les besoins de l'évaluation et de la comptabilisation, les actifs financiers sont classés en trois grandes catégories définies par IAS 39 :

- **les actifs financiers disponibles à la vente** regroupent les participations non consolidées, les valeurs mobilières de placement sur des supports à plus de trois mois et les fonds réservés. Ils sont mesurés à la juste valeur et les variations de juste valeur sur de tels actifs sont comptabilisées en autres éléments du résultat global. Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, le cumul des ajustements de juste valeur comptabilisés en autres éléments du résultat global est porté au compte de résultat. Pour les titres cotés sur un marché actif, la juste valeur correspond à la valeur boursière. Lorsqu'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est généralement définie en fonction des critères financiers appropriés à la situation spécifique du titre. Lorsque la juste valeur de ces actifs financiers n'est pas déterminable de manière fiable, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- **les prêts et créances** regroupent les dépôts et cautionnements et les prêts consentis à des sociétés non consolidées. Ces actifs financiers sont enregistrés au bilan à leur juste valeur puis ultérieurement comptabilisé au coût amorti, ce qui équivaut à la comptabilisation au prix d'acquisition, la mise en place de ces placements ne faisant pas l'objet de frais significatifs. Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée ;
- **les actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat** incluent les autres actifs financiers détenus à des fins de transaction et acquis en vue d'être vendus à court terme. Toute variation ultérieure de juste valeur de ces actifs est enregistrée en résultat financier.

2.12.2 Instruments financiers dérivés

La politique du Groupe est de financer majoritairement ou autant que possible des acquisitions dans la monnaie de la société acquise en privilégiant les taux fixes.

Pour l'essentiel des emprunts négociés à taux variable, des swaps de taux sont mis en place et, dans la plupart des cas où des emprunts ont été souscrits dans une monnaie différente, des swaps de devises ont été contractés.

Comme requis par la norme IAS 39, ces instruments financiers dérivés sont initialement reconnus dans le bilan en actifs et passifs financiers à leur juste valeur.

Les variations ultérieures de juste valeur des instruments dérivés sont enregistrées en résultat sauf pour ceux remplissant les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

Pour ces instruments de couverture de flux de trésorerie, la documentation nécessaire a été mise en place dès l'origine et mise à jour à chaque clôture. La juste valeur de ces instruments est enregistrée en autres éléments du résultat global pour la partie efficace de la couverture et sa reconnaissance dans le compte de résultat est différée jusqu'à la réalisation du sous-jacent.

La part inefficace est comptabilisée directement en résultat.

Les valeurs de marché des instruments dérivés sont déterminées à partir des valorisations communiquées par les contreparties bancaires.

2.12.3 Engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle

Le Groupe a consolidé les engagements donnés et reçus concernant des rachats de participations ne donnant pas le contrôle par constatation d'une dette financière en application de la norme IAS 32. En l'absence de norme IFRS ou d'interprétation spécifique traitant de la contrepartie de cette dette financière, le Groupe a opté pour l'annulation des participations ne donnant pas le contrôle correspondantes dans les capitaux propres et pour la constatation d'un goodwill complémentaire pour le solde de l'engagement enregistré au passif.

Les engagements fermes de rachat des participations ne donnant pas le contrôle, qui ont tous été conclus avant le 1^{er} septembre 2009, sont comptabilisés en IFRS de la façon suivante :

- la dette relative à ces engagements est reconnue dans les autres dettes financières pour la valeur actuelle de l'engagement de rachat ;
- le goodwill prévisionnel est enregistré au bilan ;
- la variation de la valeur relative à la désactualisation de la dette est comptabilisée en charges financières.

Les variations de valeur ultérieures de la dette sont enregistrées par contrepartie du goodwill pour les acquisitions réalisées avant le 1^{er} septembre 2009.

2.12.4 Emprunts bancaires et obligataires

Tous les emprunts, incluant également les lignes de crédit utilisées et les découverts bancaires, sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à celle-ci.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts sont évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif correspond au taux permettant d'obtenir la valeur nette comptable d'un passif financier après actualisation des flux futurs estimés payés jusqu'à l'échéance. Ce calcul prend en compte les frais d'émission et les différences entre les produits d'émission nets des coûts de transaction et les valeurs de remboursement.

2.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements ont une maturité inférieure à trois mois à la souscription ou sont disponibles à tout moment pour un montant connu de trésorerie avec un risque négligeable de changement de valeur.

2.14 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont :

- incorporés dans le coût de l'actif sous-jacent s'ils sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif immobilisé ;
- déduits de l'emprunt au passif et amortis selon la méthode du coût amorti sur la durée de l'emprunt correspondant s'ils ne sont pas directement rattachables à un actif qualifié au sens d'IAS 23.

2.15 Actions propres Bellon SA

Les actions de la société Bellon SA détenues par Bellon SA et/ou par les sociétés du Groupe sont inscrites en diminution des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'acquisition.

Le résultat des acquisitions/cessions éventuelles des actions autodétenues est directement imputé dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat de la période.

2.16 Provisions

Une provision est comptabilisée si la Société a une obligation juridique ou implicite à la clôture, s'il est probable qu'il y aura une sortie de ressources et si son montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions comprennent, notamment, des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature commerciale, sociale ou fiscale liés à l'exploitation. Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

Contrats déficitaires

Une provision pour contrat déficitaire est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables devant être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles.

2.17 Avantages au personnel

2.17.1 Avantages à court terme

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme tels que les congés payés, congés maladie, primes et autres avantages (autres que les indemnités de fin de contrat) payables dans les 12 mois qui suivent le service rendu par le salarié.

Ces avantages sont comptabilisés dans les dettes courantes.

2.17.2 Avantages postérieurs à l'emploi

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation suivies par le Groupe concernant les avantages postérieurs à l'emploi sont celles édictées par la norme IAS 19. En conséquence :

- les coûts des régimes à cotisations définies sont enregistrés en charge sur la base des appels à cotisation ;
- la valorisation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies est effectuée sur la base d'évaluations actuarielles.

La méthode actuarielle retenue par le Groupe pour évaluer ces engagements est la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions ou accords en vigueur dans chaque société.

Le calcul des engagements tient compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux d'augmentation des salaires et du taux de rotation des salariés, et suppose la prise en compte des hypothèses macroéconomiques des différents pays dans lesquels le Groupe opère (telles que le taux d'inflation, le taux de rendement des actifs ou le taux d'actualisation).

Les écarts actuariels générés à chaque clôture annuelle sont comptabilisés en autres éléments du résultat global conformément à l'option permise par la norme IAS 19 révisée. Les écarts actuariels n'ont aucune incidence sur le compte de résultat. Lors de la transition IFRS, les pertes et gains actuariels relatifs aux retraites et avantages assimilés existants au 1^{er} septembre 2004 ont été comptabilisés en capitaux propres.

Lors de la modification du niveau de prestation d'un régime existant ou de la création d'un nouveau régime à prestation définie, la part acquise des coûts des services passés (droits irrémédiablement acquis) est reconnue en résultat, la part relative aux droits non acquis fait l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée moyenne restante d'acquisition des droits.

Pour les régimes à prestations définies, la comptabilisation des différents éléments relatifs aux plans est la suivante :

- l'obligation nette des actifs de couverture est comptabilisée en non courant au passif du bilan lorsque les engagements sont supérieurs aux actifs de couverture et aux coûts des services passés non reconnus ;
- les montants relatifs aux plans sont comptabilisés en non courant à l'actif du bilan lorsque la valeur des actifs de couverture est supérieure aux engagements. Un excédent d'actif n'est comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe. Lorsque les calculs de l'obligation nette conduisent à un actif pour le Groupe, le montant comptabilisé au titre de cet actif ne peut pas

excéder le montant net total du coût des services passés non comptabilisé et de la valeur actualisée de tout avantage disponible sous la forme de remboursement futur du régime ou de diminutions des cotisations futures du régime ;

- la charge comptabilisée au compte de résultat comprend :
 - les coûts des services rendus au cours de l'exercice, l'amortissement du coût des services passés ainsi que les effets éventuels de toute réduction ou liquidation de régime qui sont comptabilisés en résultat opérationnel ;
 - l'effet d'actualisation et le rendement attendu des actifs qui sont comptabilisés en résultat financier.

Le Groupe participe à des plans multi-employeurs (notamment en Suède et aux États-Unis). Les organismes gestionnaires de ces plans ne sont pas en mesure de communiquer les informations nécessaires pour les comptabiliser comme des plans à prestations définies ; ces plans sont donc comptabilisés selon les modalités prévues pour les régimes à cotisations définies.

2.17.3 Autres avantages à long terme au personnel

Les autres avantages à long terme au personnel sont évalués selon IAS 19. Les coûts attendus de ces avantages sont comptabilisés en passif non courant tout au long de la période d'activité du salarié dans l'entreprise. Les écarts actuariels et les coûts des services passés dus à la modification d'un régime existant ou à la création d'un nouveau régime sont reconnus immédiatement dans le compte de résultat.

2.18 Chèques et Cartes de Services à rembourser

Les Chèques et Cartes de Services à rembourser sont comptabilisés en passif courant et à leur juste valeur, qui correspond à la valeur faciale des titres en circulation ou retournés à Sodexo mais non encore remboursés aux affiliés.

2.19 Paiements fondés sur des actions

Certains salariés du Groupe reçoivent une rémunération prenant la forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions de Sodexo S.A. et qui sont réglées en instruments de capitaux propres.

Les services reçus qui sont rémunérés par ces plans sont comptabilisés en charges, en contrepartie directe d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. La charge comptabilisée au titre de chaque période est déterminée par référence à la juste valeur des options selon le modèle binomial à la date d'octroi.

Le Groupe réexamine annuellement le nombre d'options potentiellement exerçables dont l'acquisition est attendue. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Lors de la transition IFRS, seuls les plans de stock-options octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1^{er} janvier 2005 ont été valorisés conformément à l'option prévue dans IFRS 2.

2.20 Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un impôt différé :

- la comptabilisation initiale des goodwill non déductibles fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ; et
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global sont comptabilisés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs résiduels sur reports déficitaires (après imputation des impôts différés passifs) ne sont constatés que si leur récupération a été jugée probable.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

2.21 Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis au coût amorti.

2.22 Compte de résultat

2.22.1 Présentation du compte de résultat par destination

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par destination.

Le résultat opérationnel se compose donc des éléments suivants :

- la marge brute ;
- les charges commerciales ;
- les charges administratives ; et
- les autres produits et charges opérationnels.

2.22.2 Chiffre d'affaires

Conformément à la norme IAS 18, le chiffre d'affaires du Groupe résulte de la vente de prestations de services liées aux activités ordinaires des filiales consolidées :

- pour les Solutions de Services sur Sites, il s'agit de l'ensemble des revenus prévus dans les contrats en tenant compte de notre qualité de principal (la majeure partie des cas) ou d'agent ;
- pour les Solutions de Motivation, le chiffre d'affaires comprend les commissions reçues des clients, les commissions reçues des affiliés, les produits financiers provenant des placements des fonds dégagés par l'activité et les gains réalisés sur les chèques et cartes non remboursés.

Conformément à IAS 18, le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie attendue/reçue, net des rabais, remises et ristournes ainsi que de la TVA et autres taxes. De plus, il est enregistré lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie des coûts encourus ou à encourir associés à la prestation.

Dans le cas de prestations de services de restauration et des autres services sur site, le chiffre d'affaires est reconnu au moment où le service est rendu.

2.22.3 Impôts sur les résultats

Suite à l'instauration de la contribution économique territoriale (CET) applicable aux filiales françaises dans le cadre de la loi de finance pour 2010, le Groupe a opté pour la comptabilisation en impôts sur les résultats de la part de la CET relevant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

2.23 Tableau de flux de trésorerie

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau de flux de trésorerie, est définie comme étant le solde net de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque remboursables à vue et faisant partie intégrante de la gestion de trésorerie.

3. SECTEURS OPERATIONNELS

Les activités du Groupe sont suivies par les principaux décideurs opérationnels comme suit : « Solutions de Services sur Site » et « Solutions de Motivation ». Au sein de l'activité « Solutions de Services sur Site », les structures sont organisées par grandes zones géographiques :

- Amérique du Nord ;
- Europe continentale ;
- Royaume-Uni et Irlande ;
- Reste du monde.

L'activité « Solutions de Services sur Site » détaillée par zone géographique et l'activité « Solutions de Motivation » constituent les principaux secteurs opérationnels du Groupe.

Aucun client du Groupe ne contribue à plus de 2 % du chiffre d'affaires consolidé.

3.1 Par secteur d'activité

Exercice 2010-2011 <i>(en millions d'euros)</i>	Solutions de Services sur Site				Total	Solutions de Motivation	Frais de Direction Générale	Éliminations	Total
	Amérique du Nord	Europe continentale	Royaume-Uni et Irlande	Reste du monde					
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	6 005	5 473	1 245	2 624	15 347	700			16 047
Ventes interactives (Groupe)						17		(17)	0
TOTAL	6 005	5 473	1 245	2 624	15 347	717		(17)	16 047
Résultat opérationnel sectoriel	304	247	59	84	694	262	(89)	(17)	850
Part du résultat net dans les entreprises mises en équivalence	1	2	3	9	15				15
Résultat financier									(179)
Impôts									(250)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle									310
PART DU RESULTAT NET REVENANT AU GROUPE									126
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	48	101	26	33	208	25	14		247
Autres charges sans impact en trésorerie	6	3	1	2	12	1	4		17

Exercice 2009-2010 (en millions d'euros)	Solutions de Services sur Site				Total	Solutions de Motivation	Frais de Direction Générale	Éliminations	Total
	Amérique du Nord	Europe continentale	Royaume-Uni et Irlande	Reste du monde					
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	5 850	5 289	1 252	2 194	14 585	645			15 230
Ventes interactives (Groupe)						18		(18)	0
TOTAL	5 850	5 289	1 252	2 194	14 585	663		(18)	15 230
Résultat opérationnel sectoriel	281	233	57	70	641	215	(68)	(18)	770
Part du résultat net dans les entreprises mises en équivalence	1	1	6	6	14				14
Résultat financier									(188)
Impôts									(205)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle									287
PART DU RESULTAT NET REVENANT AU GROUPE									105
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	54	96	20	32	202	25	13		240
Autres charges sans impact en trésorerie	5	2	1	1	9	1	(1)		9

3.2 Par pays significatif

L'activité du Groupe est dispersée sur 80 pays dont trois ayant un chiffre d'affaires significatif : la France (son pays de domiciliation), les États-Unis et le Royaume-Uni. Le chiffre d'affaires et les actifs non courants de ces pays sont les suivants :

Au 31 août 2011 (en millions d'euros)	France	États-Unis	Royaume-Uni	Autres	Total
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	2 684	5 676	1 227	6 460	16 047
Actifs non courants ⁽¹⁾	1 048	2 375	705	1 588	5 716

Au 31 août 2010 (en millions d'euros)	France	États-Unis	Royaume-Uni	Autres	Total
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	2 645	5 543	1 223	5 819	15 230
Actifs non courants ⁽¹⁾	1 054	2 685	744	1 643	6 126

(1) Hors actifs financiers, impôts différés actifs.

4. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS AU 31 AOUT 2011

4.1 Charges opérationnelles par nature

(en millions d'euros)	2010-2011	2009-2010
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(229)	(246)
Charges de personnel		
• Salaires	(5 745)	(5 459)
• Autres charges de personnel ⁽¹⁾	(1 681)	(1 662)
Achats consommables et variations de stocks	(5 106)	(4 822)
Autres natures de charges ⁽²⁾	(2 436)	(2 271)
TOTAL	(15 197)	(14 460)

(1) Inclut principalement les charges sociales mais également les charges relatives aux plans à prestations définies (note 4.17), aux régimes de retraites à contribution définie (note 4.17) et aux stock-options (note 4.22).

(2) Les autres charges comprennent principalement les charges de location simple (331 millions d'euros pour l'exercice 2010-2011, 303 millions d'euros pour l'exercice 2009-2010), les honoraires, les autres achats consommés, les autres frais de sous-traitance et frais de déplacements.

Dont :	2010-2011	2009-2010
Coût des ventes	(13 529)	(12 846)
Charges commerciales	(242)	(226)
Charges administratives	(1 411)	(1 359)
Autres produits opérationnels	10	12
Autres charges opérationnelles ⁽¹⁾	(25)	(41)
TOTAL	(15 197)	(14 460)

(1) Les autres charges opérationnelles comprennent principalement les amortissements et les pertes de valeurs relatives aux relations clients et aux marques.

4.2 Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	2010-2011	2009-2010
Coût de l'endettement brut ⁽¹⁾	(175)	(176)
Produits générés par la trésorerie ou équivalents	12	7
Coût de l'endettement net	(163)	(169)
Produits générés par les prêts et créances au coût amorti	5	5
Autres produits financiers		15
Autres charges financières	(5)	(6)
Écarts de change nets : gains (+) pertes (-)	(4)	(2)
Variation nette des dépréciations : dotations (-) reprises (+)	1	(16)
Rendement attendu des actifs de régime	39	34
Charge d'actualisation des obligations de régime	(35)	(36)
Ajustement monétaire lié au traitement de l'hyper inflation	(5)	(5)
Variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture	(6)	
Autres	(6)	(8)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS, NET	(179)	(188)
DONT PRODUITS FINANCIERS	57	61
DONT CHARGES FINANCIERES	(236)	(249)

(1) Le coût de l'endettement brut correspond à la charge d'intérêts relative aux passifs financiers évalués au coût amorti ainsi que les intérêts relatifs aux instruments financiers de couverture

4.3 Impôts sur les résultats

Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

<i>(en millions d'euros)</i>	2010-2011	2009-2010
Résultat avant impôt	686	596
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	(15)	(14)
Résultat comptable avant impôt	671	582
Taux d'impôt du Groupe	34,43%	34,43 %
Charge d'impôt théorique	(231)	(200)
Différence de taux d'impôt pour les résultats obtenus par l'activité exercée dans d'autres pays que celui de l'entreprise consolidante	25	24
Charges ou produits définitivement non déductibles ou non imposables	(3)	(3)
Autres impositions (-) et remboursements d'impôts (+)	(17)	(22)
Reports déficitaires utilisés ou activés au cours de l'exercice n'ayant pas donné lieu au cours des exercices précédents à la comptabilisation d'un impôt différé actif	6	20
Reports déficitaires générés au cours de l'exercice n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif	(19)	(18)
Charge d'impôt réelle	(239)	(199)
Retenues à la source	(11)	(6)
TOTAL IMPOTS SUR LES RESULTATS	(250)	(205)

Ventilation de la charge d'impôt

<i>(en millions d'euros)</i>	2010-2011	2009-2010
Charge d'impôt exigible	(243)	(221)
Ajustement sur impôt exigible au titre des exercices antérieurs	(1)	(3)
Provisions pour risques fiscaux	4	(5)
Utilisation de crédit d'impôt, déficit fiscal, différence temporelle reportable	15	10
Sous-total impôts exigibles	(225)	(219)
Impôts différés liés à la naissance ou au renversement de différences temporelles	(21)	3
Impôts différés liés à des changements de taux ou à l'assujettissement à de nouveaux taux	(1)	1
Utilisation de crédit d'impôt et déficit fiscal	8	16
Sous-total impôts différés	(14)	20
CHARGE D'IMPOT REELLE	(239)	(199)

Les retenues à la source sur dividendes à recevoir sont provisionnées dans les comptes du Groupe pour un montant de 3 millions d'euros à la clôture.

Le taux effectif d'impôt, calculé sur la base du résultat avant impôt et hors quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence passe de 35,2 % au 31 août 2010 à 37,2 % au 31 août 2011.

4.4 Immobilisations corporelles

4.4.1 Détail des immobilisations corporelles

Ces tableaux intègrent les immobilisations corporelles financées par des contrats de location financement.

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériels et installations	Immobilisations en cours et autres	Total
Valeurs nettes au 31 août 2009	72	369	79	520
Augmentations de l'exercice	4	123	57	184
Diminutions de l'exercice	(2)	(19)	(5)	(26)
Actifs classés comme destinés à être cédés				
Entrées de périmètre		2	1	3
Sorties de périmètre				
Dotations aux amortissements	(9)	(142)	(23)	(174)
Pertes de valeurs comptabilisées en résultat		(3)		(3)
Reprises de pertes de valeurs comptabilisées en résultat				
Écarts de conversion	2	18	5	25
Autres variations	2	23	(23)	2
Valeurs nettes au 31 août 2010	69	371	91	531
Augmentations de l'exercice	9	177	8	194
Diminutions de l'exercice	(1)	(16)	(1)	(18)
Actifs classés comme destinés à être cédés				
Entrées de périmètre				
Sorties de périmètre				
Dotations aux amortissements	(9)	(150)	(14)	(173)
Pertes de valeurs comptabilisées en résultat	(1)	(1)	(2)	(4)
Reprises de pertes de valeurs comptabilisées en résultat				
Écarts de conversion	(1)	(12)	(5)	(18)
Autres variations	3	4	(8)	(1)
Valeurs nettes au 31 août 2011	69	375	69	513

<i>(en millions d'euros)</i>	31 août 2011	31 août 2010
Valeurs brutes	1 483	1 499
Amortissements et dépréciations cumulés	(970)	(968)
Valeurs nettes	513	531

Aucun actif corporel n'est donné en nantissement de passifs.

Les amortissements et pertes de valeurs comptabilisés en résultat opérationnel sont enregistrés en coûts des ventes, en charges administratives et en charges commerciales.

4.4.2 Détail des immobilisations corporelles en location financement

Les immobilisations en location financement du Groupe sont constituées de très nombreux contrats de location dans un grand nombre de sites dans le monde entier. Ces contrats portent essentiellement sur des locations de cuisines et de leurs équipements ainsi que de matériel de bureau. Les dispositions de ces contrats sont négociées localement.

<i>(en millions d'euros)</i>	Constructions	Matériels et installations	Immobilisations en cours et autres	Total
31 août 2009	14	59	5	78
31 août 2010	11	53	4	68
31 août 2011	8	45	2	55

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Valeurs brutes	159	194
Amortissements et dépréciations cumulés	(104)	(126)
Valeurs nettes	55	68

L'échéancier des paiements sur les contrats de location financement figure en note 4.15.3.

4.5 Goodwills

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 31 août 2010	Augmentations de l'exercice	Cessions de l'exercice	Écarts de conversion	Autres variations	Au 31 août 2011
Solutions de Services sur Site Amérique du Nord	Brut	2 275			(278)		1 997
	Dépréciations						
Solutions de Services sur Site Royaume-Uni et Irlande	Brut	561			(38)		523
	Dépréciations						
Solutions de Services sur Site Europe continentale	Brut	952			3	(1)	954
	Dépréciations						
Solutions de Services sur Site Reste du monde	Brut	226			(16)		210
	Dépréciations						
Solutions de Motivation	Brut	620			(21)		599
	Dépréciations	(2)					(2)
Sodexo	Brut	206					206
	Dépréciations						
Autres	Brut	2					2
	Dépréciations						
TOTAL	BRUT	4 842			(350)	(1)	4 491
	DEPRECIATIONS	(2)					(2)

Il n'y a pas eu d'acquisition significative au cours de l'exercice 2010-2011.

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 31 août 2009	Augmentations de l'exercice	Cessions de l'exercice	Écarts de conversion	Autres variations	Au 31 août 2010
Solutions de Services sur Site Amérique du Nord	Brut	2 026			253	(4)	2 275
	Dépréciations						
Solutions de Services sur Site Royaume-Uni et Irlande	Brut	525			36		561
	Dépréciations						
Solutions de Services sur Site Europe continentale	Brut	941	2		10	(1)	952
	Dépréciations						
Solutions de Services sur Site Reste du monde	Brut	193	2		31		226
	Dépréciations						
Solutions de Motivation	Brut	541	1		78		620
	Dépréciations	(2)					(2)
Sodexo	Brut	206					206
	Dépréciations						
Autres	Brut	2					2
	Dépréciations						
TOTAL	BRUT	4 434	5		408	(5)	4 842
	DEPRECIATIONS	(2)					(2)

Il n'y a pas eu d'acquisition significative au cours de l'exercice 2009-2010.

4.6 Immobilisations incorporelles

Les tableaux ci-dessous détaillent l'évolution des immobilisations incorporelles au cours des exercices 2009-2010 et 2010-2011.

<i>(en millions d'euros)</i>	Licences et logiciels	Autres incorporels	Total
Valeurs nettes au 31 août 2009	76	316	392
Augmentations de l'exercice	45	115	160
Diminutions de l'exercice	(5)		(5)
Actifs classés comme destinés à être cédés			
Entrées de périmètre			
Sorties de périmètre			
Dotations aux amortissements	(28)	(27)	(55)
Pertes de valeurs comptabilisées en résultat		(8)	(8)
Reprises de pertes de valeurs comptabilisées en résultat			
Écarts de conversion	4	33	37
Autres variations	2	4	6
Valeurs nettes au 31 août 2010	94	433	527
Augmentations de l'exercice	34	27	61
Diminutions de l'exercice	0	(2)	(2)
Actifs classés comme destinés à être cédés			
Entrées de périmètre			
Sorties de périmètre			
Dotations aux amortissements	(33)	(36)	(69)
Pertes de valeurs comptabilisées en résultat		(5)	(5)
Reprises de pertes de valeurs comptabilisées en résultat		5	5
Écarts de conversion	(4)	(21)	(25)
Autres variations	1	(1)	0
Valeurs nettes au 31 août 2011	92	400	492

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Valeurs brutes	812	801
Amortissements et dépréciations cumulés	(320)	(274)
Valeurs nettes	492	527

Les amortissements et pertes de valeurs comptabilisés en résultat opérationnel sont enregistrés en coûts des ventes, en charges administratives et en charges commerciales à l'exception des amortissements et pertes de valeur portant sur les relations clients et les marques qui sont enregistrés en autres charges opérationnelles.

4.7 Investissements clients

<i>(en millions d'euros)</i>	2010-2011	2009-2010
Investissements au 1 ^{er} septembre	228	186
Augmentations de l'exercice	69	64
Diminutions de l'exercice	(48)	(44)
Écarts de conversion	(27)	25
Autres variations		(3)
Investissements au 31 août	222	228

4.8 Participations mises en équivalence

Lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite de payer pour le compte de la société mise en équivalence, les quotes-parts de capitaux propres négatifs dans les entreprises mises en équivalence font l'objet d'une provision enregistrée au passif du bilan (cf. note 4.18). Au cours des exercices 2010-2011 et 2009-2010, les quotes-parts détenues par le Groupe dans les capitaux propres des entreprises mises en équivalence ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 août 2010		Résultat de l'exercice	Distribution de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements (1)	Écart de conversion	Au 31 août 2011	
	Valeurs positives	Valeurs négatives						Valeurs positives	Valeurs négatives
Doyon Universal Services	16,0		1,0	(0,8)			(2,0)	14,2	
BAS	7,2		3,0	(2,0)			(0,4)	7,8	
NANA	12,4		1,1	(1,5)		0,6	(1,5)	11,1	
SERCO Sodexo Defense Services	8,2		5,0	(4,1)			0,5	9,6	
Catalyst Healthcare (Manchester) Holdings Ltd	3,9		(0,3)	(1,2)			(0,3)	2,1	
Groupe Crèches Attitude	13,7		0,7	(0,5)		0,2	0,0	14,1	
Zehnacker	4,3		1,1	(1,2)		0,2	0,0	4,4	
South Manchester Healthcare (Holdings) Ltd	1,0		1,2	(0,4)		0,5	(0,1)	2,2	
Agecroft Prison Management Ltd		(2,7)	0,1	0,0		0,0	0,1		(2,5)
Catalyst Healthcare (Roehampton) Holdings Ltd		(5,2)	0,3	0,0		(0,4)	0,4		(4,9)
Ashford Prison Services Holdings Ltd		(3,6)	0,2	0,0		0,2	0,2		(3,0)
HpC King's College Hospital (Holdings) Ltd		(2,3)	0,7	0,0		0,0	0,1		(1,5)
Addiewell Prison (Holdings) Ltd		(4,0)	0,5	(0,6)		0,3	0,3		(3,5)
Enterprise Healthcare Ltd		(1,3)	0,1	0,0		(0,1)	0,1		(1,2)
Peterborough Prison Mgt		(3,9)	0,3	(0,2)		0,2	0,3		(3,3)
Autres	4,6	(0,5)	0,2	(0,6)		0,0	(0,2)	4,9	(1,4)
TOTAL	71,3	(23,5)	15,2	(13,1)		1,7	(2,5)	70,4	(21,3)

(1) Dont la variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture (4.16).

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2009		Résultat de l'exercice	Distribution de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements ⁽¹⁾	Écarts de conversion	Au 31 août 2010	
	Valeurs positives	Valeurs négatives						Valeurs positives	Valeurs négatives
Doyon Universal Services	13,9		0,9	(0,6)			1,8	16,0	
BAS	6,3		1,4	(1,9)			1,4	7,2	
NANA	10,7		1,1	(1,4)		0,6	1,4	12,4	
SERCO Sodexo Defense Services	4,0		3,2				1,0	8,2	
Catalyst Healthcare (Manchester) Holdings Ltd	4,3		1,4	(2,1)			0,3	3,9	
Groupe Crèches Attitude					13,7			13,7	
Agecroft Prison Management Ltd		(2,5)					(0,2)		(2,7)
Catalyst Healthcare (Roehampton) Holdings Ltd		(2,9)	0,2			(2,2)	(0,3)		(5,2)
Ashford Prison Services Holdings Ltd		(2,1)	0,1			(1,4)	(0,2)		(3,6)
HpC King's College Hospital (Holdings) Ltd		(2,1)	(0,1)				(0,1)		(2,3)
Addiewell Prison (Holdings) Ltd		(2,0)	0,4			(2,2)	(0,2)		(4,0)
Enterprise Healthcare Ltd		(0,9)	(0,1)			(0,3)			(1,3)
Peterborough Prison Mgt		(1,9)	0,3	(0,2)		(1,9)	(0,2)		(3,9)
Autres	8,3	(0,1)	5,6	(3,0)	(0,2)	(1,3)	0,1	9,9	(0,5)
TOTAL	47,5	(14,5)	14,4	(9,2)	13,5	(8,7)	4,8	71,3	(23,5)

(1) Dont la variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture (4.16).

Les agrégats financiers des principales entreprises mises en équivalence sont les suivants *(en millions d'euros sur la base des comptes retraités pour la consolidation aux normes du Groupe – Ces agrégats ne tiennent pas compte de la quote-part détenue par le Groupe et sont présentés à 100 %)* :

<i>(en millions d'euros)</i>	Pays d'activité	% de détention	Actifs	Passifs	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net
RMPA Holdings Ltd*	UK	14 %	670	673	(3)	30	(6)
Catalyst Healthcare (Manchester) Holdings Ltd*	UK	25 %	539	524	14	40	(1)
Healthcare Support (North Staffs) Holdings Ltd*	UK	25 %	430	424	6	94	1
Catalyst Healthcare (Romford) Holdings Ltd*	UK	25 %	330	331	(1)	45	(2)
BAS (Chili)*	Chili	33,33 %	131	107	23	29	9
Addiewell Prison (Holdings) Ltd*	UK	33,33 %	128	139	(10)	25	2
HpC King's College Hospital (Holdings) Ltd*	UK	25 %	116	127	(11)	22	(2)
Catalyst Healthcare (Roehampton) Holdings Ltd*	UK	25 %	108	128	(20)	11	1
Peterborough Prison Management Holdings Ltd*	UK	33,33 %	107	117	(10)	30	1
South Manchester Healthcare (Holdings) Ltd*	UK	25 %	103	94	9	26	5
Mercia Healthcare (Holdings) Ltd*	UK	25 %	97	94	3	14	3
Ashford Prison Services Holdings Ltd*	UK	33,33 %	78	87	(9)	26	1
Enterprise Healthcare Holdings Ltd*	UK	10 %	57	69	(12)	16	1
Serco Sodexo Defence Services PTY	Australie	50 %	55	35	19	195	10
Pinnacle Schools (Fife) Holdings Ltd*	UK	10 %	50	48	3	4	1
NANA (Sodexo, Inc.)	USA	43,6 %	49	23	26	139	4
Agecroft Prison Management Ltd*	UK	50 %	49	54	(5)	40	(0)

* Sociétés-projets de type PPP (cf. note 2.3.2.).

4.9 Dépréciation d'actifs

Les dépréciations cumulées portant sur les actifs corporels et incorporels s'élevaient à 22 millions au 31 août 2011 (20 millions au 31 août 2010). La dotation (nette de reprise) de l'exercice s'élève à 2 millions (11 millions sur l'exercice précédent).

Les tests de dépréciation de valeur des actifs à durée d'utilité indéterminée ont été réalisés au 31 août 2011 suivant les principes définis en note 2.8.2. de la présente annexe.

Les principales hypothèses qui ont été retenues, en fonction des perspectives macroéconomiques des zones géographiques dans lesquelles opèrent les UGT ou groupes d'UGT définis par le Groupe, sont les suivantes (les pertes de valeur sont enregistrées en autres charges opérationnelles) :

Zone économique	2011		2010	
	Taux d'actualisation ⁽¹⁾	Taux de croissance à long terme ⁽²⁾	Taux d'actualisation ⁽¹⁾	Taux de croissance à long terme ⁽²⁾
Europe Continentale ⁽¹⁾	9,3 % à 11,3 %	2 %	8,8 %	2,0 %
Amérique du Nord	9,3 %	2,5 %	8,8 %	2,5 %
Royaume-Uni	9,3 %	3,6 %	8,8 %	3,3 %
Reste du Monde ⁽¹⁾	11,8 %	3,2 % à 3,7 %	11,8 %	3,5 % à 5,5 %

(1) Le taux d'actualisation défini par le Groupe a été majoré pour certaines zones afin de tenir compte des facteurs de risques plus importants impactant certains pays.

(2) Le taux de croissance à long terme est utilisé pour extrapoler la valeur terminale à partir des chiffres de l'année 3 des plans du management.

Analyse de sensibilité

Le Groupe a procédé aux analyses de sensibilité des résultats des tests de dépréciation en fonction de différentes hypothèses de taux de croissance à long terme et de taux d'actualisation.

Les résultats des tests de dépréciation montrent qu'une augmentation de 2 % du taux d'actualisation pourrait conduire à une dépréciation des actifs de l'UGT Amérique du Nord. Une diminution du taux de croissance de 2,5 % pourrait également conduire à une dépréciation des actifs de l'UGT Royaume-Uni.

Pour les autres UGT, l'analyse de sensibilité à une variation du taux d'actualisation n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable d'une UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

4.10 Actifs financiers

4.10.1 Actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Actifs financiers disponibles à la vente		
Titres de participation		
Valeurs brutes	5	6
Dépréciations	(1)	(1)
Valeurs nettes	4	5
Prêts et créances		
Créances rattachées à des participations		
Valeurs brutes	46	49
Dépréciations	(1)	(1)
Valeurs nettes	45	48
Prêts et dépôts		
Valeurs brutes	33	74
Dépréciations	0	(17)
Valeurs nettes	33	57
Actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat		
Autres actifs financiers à la juste valeur		
TOTAL ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	82	110
Valeurs brutes	84	129
Dépréciations	(2)	(19)
Valeurs nettes	82	110

4.10.2 Actifs financiers courants

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Actifs financiers disponibles à la vente		
Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation		
Valeurs brutes	622	578
Dépréciations		
Valeurs nettes	622	578
Prêts et créances		
Prêts et dépôts		
Valeurs brutes	10	6
Dépréciations	(1)	
Valeurs nettes	9	6
TOTAL ACTIFS FINANCIERS COURANTS	631	584
Valeurs brutes	632	584
Dépréciations	(1)	
Valeurs nettes	631	584

Les fonds réservés, inclus pour 389 millions d'euros dans les fonds réservés et actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation, correspondent principalement aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (236 millions d'euros), en Inde (70 millions d'euros), en Roumanie (30 millions d'euros), aux fonds de garantie des affiliés au Mexique (4 millions d'euros) et aux garanties contractuelles données aux clients publics au Venezuela (19 millions d'euros).

4.10.3 Variation des actifs financiers courants et non courants

<i>(en valeurs nettes et en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2010	Aug./Dim. de l'exercice	Dépréciations	Variations de périmètre	Variation de juste valeur	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2011
Actifs financiers disponibles à la vente	582	64				(20)	626
Prêts et créances	112	(20)	2			(7)	87
Actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat	0						0
TOTAL	694	44	2			(27)	713

<i>(en valeurs nettes et en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2009	Aug./Dim. de l'exercice	Dépréciations	Variations de périmètre	Variation de juste valeur	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2010
Actifs financiers disponibles à la vente	603	(12)				(9)	582
Prêts et créances	93	27	(15)			7	112
Actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat	0						0
TOTAL	696	15	(15)			(2)	694

Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente inscrites en autres éléments du résultat global au cours des exercices 2009-2010 et 2010-2011 sont négligeables.

4.10.4 Détail des dépréciations enregistrées sur les actifs financiers

<i>(en valeurs nettes et en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2010	Dépréciations	Reprises	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2011
Actifs financiers disponibles à la vente	1					1
Prêts et créances	18		(2)		(14)	2
TOTAL	19		(2)		(14)	3

	Au 31 août 2009	Dépréciations	Reprises	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2010
Actifs financiers disponibles à la vente	1					1
Prêts et créances	2	15			1	18
TOTAL	3	15			1	19

4.11 Stocks

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2010	Variations de l'exercice	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2011
Valeur brute	237	33	(1)	(14)	255
Dépréciations	(2)	(1)			(3)
Valeur nette comptable	235	32	(1)	(14)	252

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2009	Variations de l'exercice	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2010
Valeur brute	206	12	2	17	237
Dépréciations	(2)				(2)
Valeur nette comptable	204	12	2	17	235

Les stocks sont principalement constitués de denrées alimentaires et de matières consommables ayant un taux de rotation élevé. La variation des stocks est enregistrée en résultat en coût des ventes, en charges commerciales ou en charges administratives en fonction de la nature des stocks concernés.

Aucun stock n'est donné en nantissement de passifs.

4.12 Créances clients et autres créances

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs brutes au 31 août 2011	Dépréciations au 31 août 2011	Valeurs nettes au 31 août 2011	Valeurs brutes au 31 août 2010	Dépréciations au 31 août 2010	Valeurs nettes au 31 août 2010
Autres actifs non courants	14	0	14	14		14
Total autres actifs non courants	14	0	14	14		14
Avances et acomptes versés sur commandes	5	0	5	17		17
Clients et comptes rattachés	2 868	(89)	2 779	2 778	(105)	2 673
Autres créances d'exploitation	223	(6)	217	241	(6)	235
Charges constatées d'avance	133	0	133	99		99
Créances diverses hors exploitation	7	0	7	8		8
Actifs détenus en vue d'être cédés	1	0	1	1		1
TOTAL CLIENTS ET AUTRES CREANCES	3 237	(95)	3 142	3 144	(111)	3 033

La répartition des créances clients et comptes rattachés au 31 août 2011 et au 31 août 2010 par maturité s'établit de la façon suivante :

	Au 31 août 2011		Au 31 août 2010	
Répartition des créances clients échues au 31 août :	Valeur brute	Dépréciation	Valeur brute	Dépréciation
Terme échu depuis moins de 3 mois	482	(5)	444	(13)
Terme échu depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois	131	(10)	108	(9)
Terme échu depuis plus de 6 mois et moins de 12 mois	35	(7)	30	(6)
Terme échu depuis plus de 12 mois	72	(46)	77	(51)
TOTAL DES CREANCES CLIENTS ECHUES AU 31 AOUT	720	(68)	659	(79)
TOTAL DES CREANCES NON ECHUES AU 31 AOUT	2 148	(21)	2 119	(26)
TOTAL DES CREANCES CLIENTS AU 31 AOUT	2 868	(89)	2 778	(105)

Au cours des périodes présentées, le Groupe n'a enregistré aucune évolution significative des impacts liés aux défaillances financières de ses clients. Par ailleurs et compte tenu de la dispersion géographique et sectorielle du Groupe, il n'existe aucune concentration de risques portant sur les créances individuelles échues et non dépréciées.

4.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Valeurs mobilières de placement	447	449
Disponibilités	1 018	1 144
Sous-total trésorerie active	1 465	1 593
Découverts bancaires	(23)	(59)
TOTAL	1 442	1 534

Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 447 millions d'euros au 31 août 2011 (449 millions d'euros au 31 août 2010) et se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Bons de caisse	323	268
Dépôts à terme	98	118
Obligations cotées	6	12
SICAV et autres	20	51
Valeurs mobilières de placement	447	449

Près de 85 % de la trésorerie du groupe et des Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation sont placés auprès d'établissements financiers ayant un rating A1 ou A2.

4.14 Variation des capitaux propres

Les opérations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global (part du Groupe) se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs financiers disponibles à la vente	Couverture des flux de trésorerie	Écarts actuariels et autres	Écart de conversion	Total des autres éléments du résultat global (part du Groupe)
Capitaux propres au 31 août 2009	0	(7)		(159)	(166)
Variation de l'exercice (avant impôt)		(4)	(21)	116	91
(Charge) Produit d'impôt		1 ⁽¹⁾	6		7
Variation de l'exercice (après impôt)		(3)	(15)	116	98
Capitaux propres au 31 août 2010	0	(10)	(15)	(43)	(68)
Variation de l'exercice (avant impôt)		5	12	(107)	(90)
(Charge) Produit d'impôt		(2)	(3)		(5)
Variation de l'exercice (après impôt)		3	9	(107)	(95)
Capitaux propres au 31 août 2011		(7)	(6)	(150)	(163)

(1) Y compris les impôts différés relatifs aux instruments de couverture comptabilisés en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence et présentés sur la ligne « Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises mises en équivalence, nets d'impôts » dans l'état du résultat global.

4.15 Emprunts et dettes financières

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011		Au 31 août 2010	
	Courants	Non courants	Courants	Non courants
Emprunts obligataires				
Euros	43	1 385	43	1 386
Emprunts auprès des organismes financiers ⁽¹⁾				
Dollars US	17	760	10	686
Real brésilien	51	46	55	95
Euros	605	73	179	865
Autres monnaies	3	0	6	
	676	879	250	1 646
Emprunts sur location-financement				
Dollars US	0	0		
Real brésilien	1	0	2	1
Euros	7	18	9	25
Autres monnaies	11	21	9	24
	19	39	20	50
Autres emprunts ⁽²⁾				
Euros	12	24	3	33
Autres monnaies	6	5	3	9
	18	29	6	42
TOTAL HORS INSTRUMENTS DERIVES	756	2 332	319	3 124
Juste valeur nette des instruments dérivés ⁽³⁾	10	1		24
TOTAL INCLUANT LES INSTRUMENTS DERIVES	766	2 333	319	3 148

(1) Y compris le produit de l'émission des deux placements privés de 500 millions de dollars et 600 millions de dollars auprès d'investisseurs américains.

(2) Dont 34 millions d'euros correspondent à des dettes reconnues sur des engagements de rachat des intérêts minoritaires de certaines filiales.

(3) Décrits en note 4.16.

Sur les emprunts autres que les emprunts obligataires, la comptabilisation au coût amorti équivaut à la comptabilisation au coût historique (montant nominal) dans la mesure où les frais sur ces emprunts ne sont pas significatifs.

4.15.1 Emprunts obligataires

	Au 31 août 2010	Augmentations	Remboursements	Actualisation et autres	Écarts de conversion	Au 31 août 2011
Emprunt 500 millions d'euros – 2007						
Nominal	500					500
Frais sur emprunts	(1)					(1)
Intérêts courus	10					10
TOTAL	509					509
<i>Taux effectif</i>	4,55 %					4,55 %
Emprunt 880 millions d'euros – 2009						
Nominal	880					880
Frais sur emprunts et prime émission	8			(1)		7
Intérêts courus	32					32
TOTAL	920			(1)		919
Taux effectif	5,97 %					5,97 %
TOTAL	1 429			(1)		1 428

	Au 31 août 2009	Augmentations	Remboursements	Actualisation et autres	Écarts de conversion	Au 31 août 2010
Emprunt 500 millions d'euros – 2007						
Nominal	500					500
Frais sur emprunts	(1)					(1)
Intérêts courus	9			1		10
TOTAL	508			1		509
<i>Taux effectif</i>	4,55 %					4,55 %
Emprunt 880 millions d'euros – 2009						
Nominal	880					880
Frais sur emprunts et prime émission	9			(1)		8
Intérêts courus	33			(1)		32
TOTAL	922			(2)		920
Taux effectif	5,97 %					5,97 %
TOTAL	1 430			(1)		1 429

Emprunt de 500 millions d'euros

Le 30 mars 2007, Sodexo SA a émis un emprunt obligataire de 500 millions d'euros remboursable au pair le 28 mars 2014 et portant intérêt à un taux annuel de 4,50 %. Le coupon est payable le 28 mars de chaque année.

Emprunt de 880 millions d'euros

Le 30 janvier 2009, Sodexo SA a émis un emprunt obligataire de 650 millions d'euros remboursable le 30 janvier 2015 et portant intérêt à un taux annuel de 6,25 %. Le 24 juin 2009, cet emprunt a fait l'objet d'un abondement de 230 millions d'euros pour porter le montant nominal à 880 millions d'euros. Après abondement, le taux effectif moyen de cet emprunt ressort à 5,97 %.

Ces deux emprunts obligataires ne comportent pas de covenants financiers.

4.15.2 Autres emprunts auprès des organismes financiers

Convention de prêt avec la CNCEP

Le 15 Juin 2004 Bellon SA a signé une convention de prêt de 413 millions d'euros avec la CNCEP (Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance). Le montant de l'emprunt a une échéance fixée au 4 Juillet 2012 et porte intérêt à 4,78% par an. Les intérêts sont payables comme décrit ci-dessous :

- un montant de 14 millions d'euros est payable à terme échu à la date d'échéance annuelle. Ce montant est calculé à un taux d'intérêt de 3,5%
- les intérêts dus au différentiel d'intérêts (entre 4,78% et 3,5%) sont capitalisés et payables à la date de remboursement du principal, soit le 4 Juillet 2012.

Au 31 Août 2011, la dette de Bellon SA auprès de la CNCEP s'élevait à :

- Principal	413
- Intérêts capitalisés	46
- Intérêts courus	3
TOTAL	462

Prêt de 160 Millions d'euros de Calyon

Le 12 Avril 2005, Bellon SA a signé un contrat de prêt de 160 millions d'euros avec Calyon. Ce prêt, qui portait intérêt à 5,15% par an, avait une échéance fixée au 12 Avril 2011 et a été remboursé au cours de l'exercice.

Prêt de 70 Millions d'euros auprès de Calyon

Le 23 Juillet 2007, Bellon SA a signé un contrat de prêt de 70 millions d'euros avec Calyon.

Ce prêt a une échéance fixée au 31 Juillet 2014 et porte intérêt à 5,49% par an.

Vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action avec Société Générale

Le 29 Août 2007, Bellon SA a signé un contrat de vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action de 70 millions d'euros avec la Société Générale. Ce financement a une échéance fixée au 31 Août 2012 et porte intérêt à Euribor 3 mois plus une marge de 45 bps. Une couverture de taux d'intérêt a été mise en place à la même date. Le taux d'intérêt est fixé à 4,429%.

Vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action avec CACIB

Le 12 Avril 2011, Bellon SA et a signé avec CACIB un ELS (Equity Linked Swap) (vente à terme d'actions Sodexo couplée d'une opération d'échange de conditions d'intérêts contre variation de cours de l'action) d'un montant initial de 40 millions d'euros à échéance du 30 Juin 2011. A cette date, le montant du financement a été porté à 70 millions d'euros à échéance du 31 Décembre 2011. Le taux d'intérêt applicable est égal au taux EURIBOR trois mois majoré d'une marge comprise entre 55 bps et 85 bps.

Les différents emprunts contractés par Bellon SA comportent les covenants financiers décrits ci-dessous :

La convention de crédit souscrite en 2004 auprès de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCEP), le contrat de prêt souscrit en 2007 auprès de Calyon ainsi que le contrat ELS souscrit en 2007 auprès de la Société Générale et le contrat ELS conclu avec CACIB en 2011 sont assortis d'engagements classiques pour ce type d'emprunts consentis à une holding et concernent notamment :

- le contrôle de la société Bellon SA par Monsieur Pierre Bellon et ses enfants qui doivent détenir plus de la moitié du capital et des droits de vote de la société (contrats CNCEP, Société Générale, Calyon et CACIB)
- le niveau de participation de la société Bellon SA dans le capital de Sodexo ne doit pas être inférieur à 33,34% des droits de vote (toutes banques)
- les actifs de la société Bellon SA doivent être constitués :
 - à hauteur de 80% minimum d'actions Sodexo ou d'actions de filiales contrôlées par Sodexo ou conjointement par Sodexo et Bellon SA (contrat CNCEP)
 - à hauteur de 90 % d'actions Sodexo (contrat Société Générale/Calyon)
- le ratio « endettement financier net comptable » sur « actifs comptables totaux hors disponibilités » ne doit pas dépasser 90% (contrat CNCEP)
- le ratio « actifs réévalués sur dettes financières nettes réévaluées » doit être supérieur à 1,25 au 31 août et décembre de chaque année (contrats Société Générale, Calyon et CACIB)
- le ratio « dividendes sur charges financières nettes » doit être supérieur à 1 chaque année (contrats Société Générale, Calyon et CACIB)

- le montant des emprunts et dettes financières nettes doit être à tout moment inférieur à 1,1 milliard d'Euros (contrats Société Générale, Calyon et CACIB)
- la société Bellon SA ne doit pas apporter à une offre publique d'achat tout ou partie de ses actions Sodexo sauf exercice de son droit à remboursement anticipé volontaire (contrat CNCEP)
- la notation de Sodexo ne doit pas être inférieure à BBB-

Au 31 août 2011, la société Bellon SA a respecté ses engagements.

Ligne de crédit confirmé multidevises d'avril 2005

Le 29 avril 2005, Sodexo SA et Sodexo, Inc. ont signé une ligne de crédit confirmé multidevises d'un montant maximum de 460 millions d'euros plus 700 millions de dollars, dont l'échéance avait été prorogée jusqu'au 26 avril 2012. Au 31 août 2010, les tirages en cours s'élevaient à 370 millions de dollars (292 millions d'euros) et 265 millions d'euros.

Le 20 juillet 2011, Sodexo SA et Sodexo Inc. ont résilié par anticipation cette ligne de crédit.

Ligne de crédit confirmé multidevises de juillet 2011

Le 18 juillet 2011, Sodexo SA a signé une ligne de crédit confirmé multidevises d'un montant maximum de 600 millions d'euros plus 800 millions de dollars. Cette ligne a une échéance au 18 juillet 2016, cette échéance pouvant être prorogée à la demande de Sodexo SA et sous réserve de l'accord des prêteurs jusqu'en juillet 2017, puis juillet 2018. Les tirages utilisés seront porteurs d'intérêts à taux variable indexé sur les taux LIBOR et EURIBOR. Cette ligne de crédit ne comporte pas de covenants financiers

Au 31 août 2011, aucun tirage n'était en cours sur cette ligne qui était donc disponible en totalité.

Emprunts de 500 et 600 millions de dollars US

Le 29 septembre 2008, Sodexo SA a emprunté 500 millions de dollars US à taux fixe auprès d'investisseurs américains.

Ce financement est structuré en trois tranches :

- 140 millions de dollars US au taux fixe de 5,69 % et remboursable en septembre 2013 ;
- 290 millions de dollars US au taux fixe de 5,99 % et remboursable en septembre 2015 ;
- 70 millions de dollars US au taux fixe de 6,43 % et remboursable en septembre 2018.

Le 29 mars 2011, Sodexo SA a souscrit un emprunt de 600 millions de dollars US à taux fixe, sous la forme d'un placement privé auprès d'investisseurs américains.

Ce nouveau financement est structuré en trois tranches :

- 250 millions de dollars US au taux fixe de 4,24 % et remboursable en mars 2018
- 225 millions de dollars US au taux fixe de 4,85 % et remboursable en mars 2021
- 125 millions de dollars US au taux fixe de 4,95 % et remboursable en mars 2023

Ces deux emprunts comprennent deux covenants financiers qui sont calculés par référence aux états consolidés du groupe Sodexo :

- l'endettement net (en excluant de la trésorerie globale les fonds réservés) ne doit pas dépasser 3,5 fois l'EBITDA (résultat opérationnel plus dotation aux amortissements et dépréciations) des 12 derniers mois ;
- la situation nette retraitée des effets de change cumulés depuis le 31 août 2007 ne doit pas être inférieure à 1,3 milliard d'euros.

Au 31 août 2011, ces covenants sont respectés par le Groupe Sodexo.

Emprunts contractés en real brésilien

Dans le cadre du financement de l'acquisition du groupe VR au Brésil en 2008, Sodexo SA avait contracté deux emprunts à taux fixe en reals brésiliens pour un montant de 318 millions de reals remboursables sur cinq ans avec une échéance finale en avril 2013. Compte tenu des remboursements effectués sur la période, le montant de ces emprunts s'élève à 212 millions de reals au 31 août 2011 (92 millions d'euros). Ces deux emprunts ne comportent pas de covenants financiers.

Taux de financement

Afin de respecter la politique du Groupe en matière de financement, l'essentiel de la dette est à taux fixe et, dans le cas d'emprunts tirés dans une devise différente de celle de la société acquise, ces emprunts sont couverts par des swaps de change.

Au 31 août 2011, plus de 90 % de l'endettement consolidé du Groupe est à taux fixe et le taux moyen de financement à cette date s'établit à 5,4 %.

Les emprunts obligataires et les emprunts auprès des établissements décrits ci-dessus comprennent des clauses usuelles de remboursement anticipé qui ne présentent pas, à la clôture de l'exercice, de risque significatif d'être exercées. Ces clauses de remboursement anticipé intègrent des clauses de défaut croisé ou de changement de contrôle qui s'appliquent sur l'ensemble des emprunts.

4.15.3 Échéancier des emprunts et dettes financières

Au 31 août 2011						
Valeurs comptables	< 3 mois	> 3 mois et < 6 mois	> 6 mois et < 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires	0	32	11	1 385	0	1 428
Emprunts auprès des organismes financiers *	49	70	557	414	465	1 555
Emprunts sur location financement	2	1	16	35	4	58
Autres emprunts	3	1	14	28	1	47
TOTAL	54	104	598	1 862	470	3 088

* Hors incidence des instruments dérivés décrite en note 4.16.

* Les montants présentés sont convertis aux taux de clôture de l'exercice lorsque les emprunts sont libellés en devise étrangère.

* Les échéances comprennent les intérêts courus calculés à la date de clôture.

* Les droits au renouvellement des lignes de crédit sont pris en compte dans la détermination des maturités.

Au 31 août 2011						
Flux contractuels y compris le paiement des intérêts futurs non encore dus	< 3 mois	> 3 mois et < 6 mois	> 6 mois et < 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires	0	55	24	1 595	0	1 674
Emprunts auprès des organismes financiers	55	70	584	569	553	1 831
Emprunts sur location financement	3	2	17	40	4	66
Autres emprunts	3	1	16	32	1	53
Incidences des instruments dérivés hors ceux en place au sein des sociétés PPP (note 4.16)	3	3	2	3	0	11
TOTAL	64	131	643	2 239	558	3 635

Au 31 août 2010						
Valeurs comptables	< 3 mois	> 3 mois et < 6 mois	> 6 mois et < 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires		32	11	1 386		1 429
Emprunts auprès des organismes financiers *	51	3	196	1 357	289	1 896
Emprunts sur location financement	2	2	16	44	6	70
Autres emprunts	3		3	41	1	48
TOTAL	56	37	226	2 828	296	3 443

* Hors incidence des instruments dérivés décrite en note 4.16.

* Les montants présentés sont convertis aux taux de clôture de l'exercice lorsque les emprunts sont libellés en devise étrangère.

* Les échéances comprennent les intérêts courus calculés à la date de clôture.

* Les droits au renouvellement des lignes de crédit sont pris en compte dans la détermination des maturités.

Au 31 août 2010						
Flux contractuels y compris le paiement des intérêts futurs non encore dus	< 3 mois	> 3 mois et < 6 mois	> 6 mois et < 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires		54	23	1 674		1 751
Emprunts auprès des organismes financiers	58	6	217	1 536	301	2 118
Emprunts sur location financement	3	3	17	50	7	80
Autres emprunts	3		6	50	1	60
Incidence des instruments dérivés hors ceux en place au sein des sociétés PPP (note 4.16)			3	5		8
TOTAL	64	63	266	3 315	309	4 017

4.16 Instruments financiers dérivés

Instruments dérivés (en millions d'euros)	Qualification IFRS	Au 31 août 2011			Au 31 août 2010		
		Juste valeur	Montant notionnel	Valeur nominale	Juste valeur	Montant notionnel	Valeur nominale
Instruments financiers Actif		2			6		
<i>Instruments dérivés de change</i>	<i>Trading</i>	2		6	6		15
<i>Instruments dérivés de taux</i>	<i>Cash Flow Hedge</i>						
Instruments financiers Passif		13			30		
<i>Instruments dérivés de change</i>	<i>Trading</i>	6		21	10		43
<i>Instruments dérivés de change</i>	<i>Cash Flow Hedge</i>	1		(6)	1		(23)
<i>Instruments dérivés de taux</i>	<i>Trading</i>	6	326		5	70	
<i>Instruments dérivés de taux</i>	<i>Cash Flow Hedge</i>				14	292	
Instruments financiers nets		(11)	(326)	(9)	(24)	(362)	(5)

Le « montant notionnel » correspond, dans le cadre des dérivés de taux, au nominal des instruments financiers traités avec les contreparties.

La « valeur nominale » représente le montant nominal des instruments de couverture de change y compris les montants vendus ou achetés à terme. Les montants en devises sont convertis au taux de clôture.

Instruments dérivés de change

Les échéances des valeurs nominales contractuelles suivent :

Au 31 août 2011 (en millions d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs financiers libellés en devise				
Livre sterling	(27)			(27)
Real brésilien		(38)		(38)
Couronne tchèque		(38)		(38)
Autres	(22)	(4)		(26)
TOTAL	(49)	(80)		(129)
Actifs financiers libellés en devise				
Livre sterling	26			26
Real brésilien		34		34
Couronne tchèque		40		40
Autres	21	3		24
TOTAL	47	77		124
Instruments dérivés de change				
Livre sterling	(1)			(1)
Real brésilien		(4)		(4)
Couronne tchèque		2		2
Autres	(1)	(1)		(2)
TOTAL	(2)	(3)		(5)

Instruments dérivés de taux d'intérêt

Afin de couvrir son exposition aux variations du taux Euribor 3 mois servant de base à la rémunération de la vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action de 70 millions d'euros avec la Société Générale, Bellon S.A. a mis en place un swap pour fixer le taux d'intérêt à 4,429 %. Cet instrument dérivé est comptabilisé dans le bilan à sa juste valeur avec les variations de l'exercice comptabilisées dans le résultat. Au 31 août 2011, la juste valeur de ce swap était de -2 millions d'euros. Au 31 août 2010, sa juste valeur était de -5 millions d'euros.

Afin de couvrir son exposition aux variations du taux LIBOR servant de base à la rémunération de la ligne de crédit confirmé multi-devises (voir note 4.15), le Groupe Sodexo avait mis en place une série de swaps destinés à fixer le taux d'intérêt d'une partie de son encours de tirage. Ces swaps arrivent à échéance en février 2012 et leur juste valeur est de -4 millions d'euros au 31 août 2011 et de -14 millions d'euros au 31 août 2010. Au cours des exercices antérieurs, ces swaps étaient qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie.

Au cours de l'exercice, 14 millions (6 millions en 2009-2010) ont été recyclés des autres éléments du résultat global en charges financières. Compte tenu que Sodexo SA et Sodexo Inc ont annulé la ligne de crédit par anticipation, l'intégralité

des variations antérieurement enregistrées en autres éléments du résultat global et les variations ultérieures de juste valeur ont été comptabilisées en résultat financier.

Analyse de la variation de juste valeur, inscrite en capitaux propres (y compris la part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle), des instruments dérivés en couverture des flux de trésorerie (en millions d'euros) :

Réserve à l'ouverture	(46)
Variation de juste valeur de la période	0
Variation de juste valeur liée aux entreprises mise en équivalence ⁽¹⁾	1
Éléments de juste valeur constatés en résultat financier	14
Total des variations enregistrées en autres éléments du résultat global	15
Cumul des variations de juste valeur sur les instruments dérivés de couverture détenus au 31 août 2011	(31)

(1) Certaines entités que le Groupe consolide selon la méthode de mise en équivalence ont mis en place des instruments de couverture de leur endettement à taux variable. La quote-part du Groupe dans la variation de juste valeur de ces instruments au cours de la période est donc reflétée dans le tableau ci-dessus.

Les impacts des instruments dérivés sur les états financiers sont décrits en note 5.1

4.17 Avantages à long terme au personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Actif net de retraite *	(0)	(0)
Plans à prestations définies	155	213
Autres avantages à long terme au personnel	127	136
Avantages au personnel	282	349

* Inclus dans les « autres actifs non courants » à l'actif du bilan.

4.17.1 Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure (l'organisme se charge en effet de verser aux salariés les montants qui leur sont dus et l'employeur n'aura pas à payer les cotisations supplémentaires au titre des exercices antérieurs ou de l'exercice en cours si l'organisme n'a pas suffisamment d'actifs).

Le montant des cotisations aux régimes à cotisations définies qui a été comptabilisé dans les charges opérationnelles s'élève à 268 millions d'euros pour l'exercice 2010-2011 (260 millions au cours de l'exercice 2009-2010).

Les paiements du Groupe sont comptabilisés en charge de la période à laquelle ils se rapportent.

Régimes à prestations définies

Les caractéristiques des principaux plans à prestations définies au sein du Groupe sont les suivantes :

- en France, les engagements sont essentiellement constitués par des indemnités de fin de carrière, payables lors du départ en retraite de l'employé s'il fait encore partie de la Société. Ces engagements sont couverts par les dettes constituées à cet effet au bilan ;
- au Royaume-Uni, les engagements, qui font l'objet d'une couverture par des fonds externes, correspondent à un service de retraite complémentaire calculé :
 - pour le personnel d'encadrement affecté au secteur privé, sur une quote-part du salaire de base de fin de carrière,
 - pour le personnel d'encadrement affecté au secteur public, sur des prestations comparables à celles prévues dans ce secteur,
 - il a été décidé de fermer le régime aux nouveaux salariés à compter du 1er juillet 2003 et d'augmenter les cotisations afin de résorber le déficit.

En Europe continentale (hors France), les principaux plans à prestations définies concernent :

- les Pays-Bas où des compléments de retraite ou préretraite sont accordés à certains salariés ;
- l'Italie où il s'agit d'un engagement légal de versement d'une indemnité de cessation de contrat de travail (TFR). Jusqu'au 31 août 2006, les droits définitivement acquis par les salariés étaient valorisés et actualisés selon les conditions légales et intégralement comptabilisés en dettes.

Fin décembre 2006, le Parlement italien a approuvé la mise en place de la réforme des TFR en 2007 qui transforme cette indemnité de cessation de contrat de travail en plan à cotisations définies. Ainsi sur la période du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2007, les salariés en activité au 31 décembre 2006 ont dû choisir entre plusieurs formules de plan à cotisations définies, pour les droits acquis à partir du 1^{er} janvier 2007. Les engagements acquis antérieurement restent comptabilisés au bilan.

Le Groupe participe également à des régimes dits « multi-employeurs », notamment en Suède et aux États-Unis. Ces régimes sont comptabilisés selon les modalités prévues pour les régimes à contribution définies.

Les montants figurant au bilan au titre des plans à prestations définies sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Actif net de retraite *	(0)	(0)
Plans à prestations définies **	155	213

* Inklus dans les « autres actifs non courants » à l'actif du bilan.
** Inklus dans les « avantages au personnel » au passif du bilan.

Ces montants peuvent se détailler de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Valeur actuelle des obligations financées	655	690
Juste valeur des actifs de régime	(606)	(588)
Valeur actuelle de l'obligation partiellement financée	49	102
Valeur actuelle des obligations non financées	111	113
Coût des services passés non comptabilisés	(5)	(2)
Autres éléments non reconnus		
PASSIF NET AU BILAN	155	213

Comme précisé dans la note 2.17.2, le Groupe comptabilise les écarts actuariels au cours de la période dans laquelle ils surviennent dans l'état du résultat global nets d'impôts différés.

Les écarts actuariels cumulés, reconnus en autres éléments du résultat global, s'élevaient à - 25 millions d'euros (perte actuarielle) au 31 août 2011. Le montant cumulé des écarts actuariels reconnus en autres éléments du résultat global s'élevait à - 61 millions d'euros (perte actuarielle) au 31 août 2010. Cette évolution des écarts actuariels, qui entraîne une diminution de l'engagement, provient essentiellement de la hausse des taux d'intérêts au Royaume Uni, pays qui porte l'essentiel de la dette, cependant compensée par des écarts actuariels négatifs liés au changement d'autres hypothèses telles que le taux d'inflation ou la table de mortalité.

Les actifs des régimes à prestation définie se répartissent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Actions	105	102
Obligations	76	61
Assurances et autres	379	383
Biens immobiliers	32	25
Trésorerie	14	17
TOTAL	606	588

Les montants inscrits au compte de résultat au titre des plans à prestations définies peuvent se détailler de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Coût des services rendus	24	21
Actualisation des obligations	35	36
Rendement attendu des actifs du régime	(39)	(34)
Réductions et règlements	(3)	(3)
Amortissement des services passés non reconnus et autres	0	2
CHARGE NETTE	17	22

Sur cette charge nette :

- 9 millions d'euros (11 millions au 31 août 2010) sont comptabilisés en coût des ventes ;
- 12 millions d'euros (9 millions d'euros au 31 août 2010) sont comptabilisés en charges administratives ;

- le solde de la charge (coût financier et rendement attendu des actifs de régime) est comptabilisé en résultat financier (cf. note 4.2.).

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies a évolué de la manière suivante :

	2010-2011	2009-2010
Obligation au 1^{er} septembre	802	634
Coût des services rendus au cours de la période	24	21
Coût financier	35	36
Écarts actuariels	(30)	84
Coût des services passés	3	0
Effet des réductions ou règlements	(7)	(4)
Contributions effectuées par les participants au régime	5	6
Prestations servies prélevées sur les actifs de régime	(17)	(14)
Prestations servies non prélevées sur l'actif	(9)	(11)
Regroupements d'entreprises	0	3
Écart de change	(40)	37
Autres		10
OBLIGATION AU 31 AOÛT	766	802

La juste valeur des actifs du régime a évolué de la manière suivante :

	2010-2011	2009-2010
Juste valeur des actifs au 1^{er} septembre	588	485
Rendement attendu des actifs des régimes	39	34
Cotisations effectuées par l'employeur	22	19
Écarts actuariels	6	22
Effet des réductions ou règlements	(4)	(1)
Contributions effectuées par les participants au régime	5	6
Prestations servies prélevées sur les actifs de régimes	(17)	(14)
Regroupements d'entreprises	0	1
Écart de change	(33)	29
Autres	0	7
JUSTE VALEUR DES ACTIFS AU 31 AOÛT	606	588

	2010-2011	2009-2010
Valeur actuelle des obligations	766	802
Juste valeur des actifs de régime	606	588
DEFICIT (EXCEDENT)	160	214
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs	1	(13)
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs	6	22

Les hypothèses actuarielles retenues sur les principaux pays pour les évaluations actuarielles réalisées au 31 août 2011 et au 31 août 2010 sont les suivantes :

Au 31 août 2011	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie
Taux d'actualisation *	3,75 % - 4,5 %	4,5 %	5,4 %	2,50 % - 3,50 %
Taux d'augmentation des salaires **	3 %	2,5 %	3,5 %	N/A
Taux d'inflation	2 %	2 %	3,5 %	2%
Taux de rendement des actifs de couverture	4,5 %	5 %	7 %	N/A
Montant du passif au bilan	38	9	17	32

* Les taux d'actualisation ont été adaptés dans les différents pays aux durations des plans.

** Le taux d'augmentation des salaires est communiqué y compris inflation.

Au 31 août 2010	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie
Taux d'actualisation *	3,15 % - 4,35 %	4,30 % - 4,50 %	4,80 %	3,15 %
Taux d'augmentation des salaires **	2 % - 3 %	2,5 %	3,30 %	N / A
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %	3,30 %	2,00 %
Taux de rendement des actifs de couverture	4,50 %	5,40 %	7,00 %	N / A
Montant du passif au bilan	42	9	66	33

* Les taux d'actualisation ont été adaptés dans les différents pays aux durations des plans. Le Groupe utilise les indices fournis par iBoxx.
** Le taux d'augmentation des salaires est communiqué y compris inflation.

Les taux de rendement sur actifs de couverture ont été déterminés par référence aux taux de rendement prévus par les marchés financiers pour chaque catégorie d'actifs et sur la durée de vie de l'obligation correspondante. Un rendement attendu des fonds est ainsi déterminé selon l'importance de chaque catégorie d'actifs dans les actifs des fonds.

Par rapport aux hypothèses présentées dans le tableau ci-dessus, une baisse de 1 % du taux d'actualisation, combinée à une hausse de 0,5 % du taux d'inflation à long terme, porteraient le montant total de l'obligation brute à 947 millions d'euros (contre 766 millions d'euros sur la base des hypothèses retenues au 31 août 2011). Il est rappelé que le Groupe a opté pour la comptabilisation en autres éléments du résultat global des écarts actuariels générés lors de chaque période, comme prévu par l'amendement de la norme IAS 19.

Le rendement effectif des actifs de régime s'élève à 45 millions d'euros au 31 août 2011 (à comparer avec 39 millions d'euros de rendement attendu).

Sur la base d'une estimation raisonnablement déterminée, le Groupe versera 16 millions d'euros aux régimes sur l'année 2011-2012.

Le plan de retraite au Royaume-Uni est régulièrement évalué par l'actuaire du fonds conformément à la législation britannique. Celle-ci exige une valorisation actuarielle formalisée tous les trois ans et que tout déficit identifié lors de cette évaluation soit géré selon un accord mutuel entre les fiduciaires du fonds et Sodexo UK. La dernière évaluation a été réalisée le 5 avril 2009 et un accord a été établi en août 2010 amenant Sodexo UK à effectuer une contribution exceptionnelle de 2,25 millions de livres sterling (2,6 millions d'euros) qui a été versée en septembre 2010. La prochaine valorisation devrait être réalisée le 5 avril 2012, sauf si les fiduciaires et la Société se mettent d'accord pour l'avancer.

4.17.2 Autres avantages au personnel

Les autres avantages au personnel comprennent principalement des montants liés à l'épargne salariale aux États-Unis (*Deferred Compensation*) ainsi que les engagements relatifs aux médailles du travail.

Montants inscrits au bilan au titre des autres avantages à long terme au personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Autres avantages à long terme au personnel	127	136

La charge comptabilisée au titre de ces avantages au cours de l'exercice fiscal 2010-2011 s'élève à 20 millions d'euros dont 2,2 millions d'euros enregistrés en résultat financier et relatifs aux plans d'Épargne Salariale aux États-Unis.

4.18 Provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2010	Dotations	Reprises avec utilisation	Reprises sans utilisation	Écarts de conversion et autres	Variations de périmètre	Effet d'actualisation des provisions	Au 31 août 2011
Provisions pour risques fiscaux et sociaux	30	10	(3)	(7)	1			31
Provisions pour litiges avec les salariés	27	16	(15)	(3)	3			28
Provisions pour fin de contrats ou contrats déficitaires	21	5	(14)	(3)	(3)			6
Provisions pour litiges clients/fournisseurs	14	7	(5)	(1)	(1)			14
Provisions pour	23				(2)			21

capitaux propres négatifs *						
Autres provisions	11	4	(4)	(2)		9
TOTAL PROVISIONS	126	42	(41)	(14)	(4)	109

* Filiales mises en équivalence dont la quote-part de situation nette est négative (cf. note 4.8).

Le montant des provisions pour risques et pour litiges est déterminé au cas par cas et repose sur la meilleure estimation, par le management, de la sortie de ressources jugée probable pour couvrir les obligations juridiques ou implicites auxquelles le Groupe est exposé à la clôture de l'exercice.

La répartition des provisions selon leurs échéances est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011		Au 31 août 2010	
	Courantes	Non courantes	Courantes	Non courantes
Provisions pour risques fiscaux et sociaux	14	17	17	13
Provisions pour litiges avec les salariés	17	11	16	11
Provisions pour fin de contrats ou contrats déficitaires	4	2	14	7
Provisions pour litiges clients/fournisseurs	9	5	8	6
Provisions pour capitaux propres négatifs *		21		23
Autres provisions	3	6	7	4
TOTAL PROVISIONS	47	62	62	64

* Filiales mises en équivalence dont la quote-part de situation nette est négative (cf. note 4.8).

4.19 Dettes fournisseurs et autres dettes

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Autres passifs non courants	190	243
TOTAL AUTRES PASSIFS NON COURANTS	190	243
Clients avances et acomptes reçus sur commandes	286	241
Fournisseurs et comptes rattachés	1 526	1 444
Dettes sociales	906	908
Dettes fiscales	218	218
Autres dettes d'exploitation	68	87
Produits constatés d'avance	62	51
Autres dettes hors exploitation	63	40
TOTAL FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES COURANTES	3 129	2 989
TOTAL FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	3 319	3 232

Les dettes sociales comprennent notamment les avantages à court terme au personnel.

Répartition des dettes fournisseurs et autres dettes par échéances	Valeurs comptables	Valeurs contractuelles non actualisées
Échéances à moins de 3 mois	2 260	2 260
Échéances à plus de 3 mois et moins de 6 mois	213	213
Échéances à plus de 6 mois et moins de 12 mois	604	604
Échéances à plus de 1 an et moins de 5 ans	200	216
Échéances à plus de 5 ans	42	62
TOTAL DES DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	3 319	3 355

4.20 Impôts différés

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Impôts différés Actif	153	162
Impôts différés Passif	(150)	(122)
POSITION NETTE DES IMPOTS DIFFERES	3	40

Y compris l'effet des impôts différés décrits en note 4.14.

Le montant d'impôts différés actifs nés de reports déficitaires, non comptabilisés du fait de leur récupération jugée non probable, est de 164 millions d'euros (150 millions d'euros au 31 août 2010), dont 5 millions d'euros figurant dans les comptes de filiales antérieurement à leur acquisition (5 millions d'euros au 31 août 2010).

La répartition des impôts différés est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
• Dette envers le personnel	157	177
• Juste valeur des instruments financiers	1	5
• Autres différences temporelles	(193)	(183)
• Reports déficitaires	38	41
POSITION NETTE DES IMPOTS DIFFERES	3	40

Y compris l'effet des impôts différés décrits en note 4.14.

Les différences temporelles sur charges de personnel correspondent principalement aux impôts différés sur les avantages postérieurs à l'emploi.

Les autres différences temporelles incluent principalement les impôts différés sur les actifs incorporels reconnus dans le cadre des acquisitions ainsi que les impôts différés constatés sur la quote-part fiscalement déductible des amortissements comptabilisés sur les goodwill dans certains pays.

La variation des impôts différés directement comptabilisés en autres éléments du résultat global s'élève à - 15 millions d'euros au 31 août 2011.

4.21 Instruments financiers

Le tableau ci-après détaille les catégories d'instruments, leur valeur comptable ainsi que leur juste valeur par rubriques de comptabilisation au bilan.

Les niveaux utilisés pour la classification des instruments financiers sont les suivants :

Niveau 1 : Instruments cotés sur un marché actif

Niveau 2 : Instruments dont les données sont autres que les cours/prix cotés de niveau 1, et qui sont observables

Niveau 3 : Tous les autres instruments

Actifs financiers <i>(en millions d'euros)</i>	Catégorie d'instruments	Note	Au 31 août 2011		Niveau pour les instruments évalués à la juste valeur			Total
			Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Valeurs mobilières de placement	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.13	447	447	26	421		447
Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation	Actifs disponibles à la vente	4.10	622	622	93	529		622
Clients et autres créances	Prêts et créances au coût amorti	4.12	3 142	3 142				
Autres actifs financiers	Actifs disponibles à la vente	4.10	4	4				
	Prêts et créances au coût amorti	4.10	87	87				
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.10	0	0				
Instruments dérivés actif		4.16	2	2		2		2

Passifs financiers <i>(en millions d'euros)</i>	Catégorie d'instruments	Note	Au 31 août 2011		Niveau pour les instruments évalués à la juste valeur			Total
			Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	Passifs financiers au coût amorti	4.15	1 428	1 543				
Emprunts auprès d'organismes financiers	Passifs financiers au coût amorti	4.15	1 555	1 555				

Autres emprunts et dettes financières	Passifs financiers au coût amorti	4.15	105	105		
Découverts bancaires	Passifs financiers au coût amorti		23	23		
Fournisseurs et autres dettes	Passifs financiers au coût amorti	4.19	3 129	3 129		
Chèques et Cartes de Services à rembourser	Passifs financiers au coût amorti		2 421	2 421		
Instruments dérivés passif		4.16	13	13	13	13

(1) la valeur de marché est déterminée sur la base de la cotation des obligations au 31 août 2011.

Il n'y a pas eu de transfert entre les différents niveaux, entre les exercices 2009-2010 et 2010-2011.

Actifs financiers <i>(en millions d'euros)</i>	Catégorie d'instruments	Note	Au 31 août 2010		Niveau pour les instruments évalués à la juste valeur			Total
			Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Valeurs mobilières de placement	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.13	449	419	63	386		449
Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation	Actifs disponibles à la vente	4.10	578	578	143	435		578
Clients et autres créances	Prêts et créances au coût amorti	4.12	3 033	3 033				
Autres actifs financiers	Actifs disponibles à la vente	4.10	5	5				
	Prêts et créances au coût amorti	4.10	111	111				
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.10						
Instruments dérivés actif		4.16	6	6		6		6

Passifs financiers <i>(en millions d'euros)</i>	Catégorie d'instruments	Note	Au 31 août 2010		Niveau pour les instruments évalués à la juste valeur			Total
			Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	Passifs financiers au coût amorti	4.15	1 429	1 612				
Emprunts auprès d'organismes financiers	Passifs financiers au coût amorti	4.15	1 896	1 896				
Autres emprunts et dettes financières	Passifs financiers au coût amorti	4.15	118	118				
Découverts bancaires	Passifs financiers au coût amorti		59	59				
Fournisseurs et autres dettes	Passifs financiers au coût amorti	4.19	2 989	2 989				
Chèques et Cartes de Services à rembourser	Passifs financiers au coût amorti		2 307	2 307				
Instruments dérivés passif		4.16	30	30		30		30

(1) la valeur de marché est déterminée sur la base de la cotation des obligations au 31 août 2010.

4.22 Paiements fondés sur des actions

Des options d'achat d'actions Sodexo ont été accordées par le Conseil d'Administration de Sodexo aux salariés du groupe dans le cadre de divers plans de stock-options.

4.22.1 Principales caractéristiques des plans d'options d'achat d'actions

Les plans d'options répondent aux règles suivantes :

- les options sont attribuées généralement aux mêmes périodes calendaires et leur prix d'exercice ne comporte aucune décote ;
- la durée de vie des options est de six à sept ans ;
- l'acquisition des droits à options est subordonnée à des conditions de présence au sein du Groupe Sodexo, ainsi que, pour les plans postérieurs à 2007, à l'atteinte d'un certain niveau de résultat net part du Groupe Sodexo à horizon de trois exercices. Cette condition de performance ne s'impose cependant qu'à une certaine portion de l'attribution par bénéficiaire (variant de 0 à 50 %, sauf pour le Directeur Général de Sodexo dont l'attribution est intégralement soumise à condition de performance), le restant des droits s'acquérant par tranches égales sur une période de quatre ans.

Le Conseil d'Administration de Sodexo du 8 novembre 2010, constatant que la condition de performance incluse dans les règlements des plans d'options d'achat d'actions attribués en 2008 et liée à l'atteinte d'un certain niveau de résultat

net part du Groupe de Sodexo à la clôture du 31 août 2010 n'a pas été satisfaite, a confirmé l'annulation de l'ensemble des options soumises à cette condition.

4.22.2 Modèle de valorisation utilisé et hypothèses retenues

Estimation de la juste valeur à date d'attribution

La juste valeur des options attribuées et réglées par remise d'instruments de capitaux propres est estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle de type binomial, prenant en compte les termes et conditions auxquels les options ont été attribuées ainsi que des hypothèses liées au comportement de levée des options.

Outre le prix d'exercice des options mentionnées en note 4.22.3, le tableau suivant donne la liste des données entrées dans le modèle utilisé pour chaque plan valorisé selon IFRS 2 :

Date d'attribution du plan	Volatilité attendue (%)	Maturité (années)	Taux d'intérêt sans risque (%)	Taux attendu de rendement des dividendes (%)	Durée de vie attendue des options (années)
18 janvier 05	33,57 %	6	3,35 %	3,18 %	5
16 juin 05	32,20 %	6	3,33 %	4,10 %	5
10 janvier 06	31,64 %	6	3,33 %	3,03 %	5
17 janvier 07	29,42 %	6	4,18 %	2,81 %	5
17 janvier 07	29,42 %	7	4,18 %	2,81 %	5
24 avril 07	28,23 %	6	4,37 %	2,79 %	5
24 avril 07	28,23 %	7	4,37 %	2,79 %	5
11 septembre 07	28,54 %	6	4,04 %	2,75 %	5
7 janvier 08	28,85 %	7	4,01 %	2,75 %	6
7 janvier 08	28,85 %	6	3,95 %	2,75 %	5
9 septembre 08	29,48 %	7	4,15 %	2,75 %	6
9 septembre 08	29,48 %	6	4,11 %	2,75 %	5
19 janvier 09	37,16 %	7	3,28 %	3,00 %	6
19 janvier 09	37,16 %	6	2,90 %	3,00 %	5
11 janvier 10	28,50 %	7	2,97 %	3,00 %	6
11 janvier 10	28,50 %	6	2,45 %	3,00 %	5
13 décembre 10	25,00%	7	3,27 %	3,00 %	6
13 décembre 10	25,00%	6	2,63 %	3,00 %	5

La durée de vie attendue des options est intégrée au modèle binomial par le biais des comportements des bénéficiaires en matière d'exercice anticipé sur la durée de vie contractuelle des options et se fonde sur des données historiques et n'est pas forcément indicative des exercices d'options qui peuvent survenir.

La volatilité attendue se base sur l'hypothèse selon laquelle la volatilité calculée par régression vers la moyenne des rendements journaliers sur les cinq années ou six années (durée de vie attendue des options) précédant la date d'octroi du plan (excluant les fluctuations de cours de septembre 2002) est un indice des tendances futures.

Pour les plans attribués à compter de 2008, la volatilité est déterminée à partir d'une moyenne pondérée de la volatilité historique du titre observée sur des périodes correspondant à la durée de vie attendue des options octroyées et de la volatilité implicite attendue par le marché.

Le taux d'intérêt sans risque est le taux des obligations d'état (par référence aux taux rapportés par l'indice iBoxx de la zone euro) ayant une maturité similaire à la durée de vie attendue des options.

Les hypothèses concernant le comportement des optionnaires qui ont été utilisées lors de la détermination de la juste valeur des options (ces données sont également fondées sur des données historiques non indicatives des exercices d'options qui peuvent survenir) sont :

- pour les résidents fiscaux français :
 - 50 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action Sodexo dépasse de 20 % le prix d'exercice,
 - 50 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action Sodexo dépasse de 40 % le prix d'exercice ;
- pour les non-résidents fiscaux français :
 - 30 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action Sodexo dépasse de 20 % le prix d'exercice,

- 30 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action Sodexo dépasse de 40 % le prix d'exercice,
- 30 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action Sodexo dépasse de 70 % le prix d'exercice,
- 10 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action Sodexo dépasse de 100 % le prix d'exercice.

4.22.3 Charge comptabilisée initialement et mouvements sur l'exercice 2010-2011

La charge comptabilisée dans le compte de résultat pour l'exercice 2010-2011 au titre des stock-options est de 17 millions d'euros (contre 9 millions d'euros au 31 août 2010).

Le tableau suivant indique le nombre, les prix moyens pondérés d'exercice (PMP) et les mouvements d'options durant l'exercice.

	Au 31 août 2011		Au 31 août 2010	
	Nombre	PMP (en euros)	Nombre	PMP (en euros)
En circulation en début de période	6 703 643	40,83	5 959 157	39,44
Attribuées pendant la période	1 734 700	48,37	1 699 700	39,88
Annulées pendant la période	(852 501) ⁽¹⁾	42,36	(166 450)	42,20
Exercées pendant la période	(1 143 248) ⁽²⁾	38,04	(784 463) ⁽³⁾	27,97
Expirées pendant la période	(3 556)	23,08	(4 301)	24,48
En circulation en fin de période	6 439 038	43,17	6 703 643	40,83
Exercables en fin de période	1 944 228	43,26	2 223 047	40,59

(1) Y compris les options annulées à la suite de la non atteinte de la condition de performance pour les plans attribués en 2008.

(2) Le prix pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées est de 51,15 euros.

(3) Le prix pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées est de 43,40 euros.

La durée de vie résiduelle moyenne pondérée pour les options en circulation au 31 août 2011 est de 4,1 ans (4 ans au 31 août 2010).

La juste valeur moyenne pondérée des plans des options attribuées durant l'exercice est de 11,21 euros (9,41 euros au 31 août 2010).

Le tableau suivant précise les prix d'exercice et les dates d'expiration des options en circulation au 31 août 2011 :

Date d'octroi	Point de départ d'exercice	Date d'expiration	Prix d'exercice	Nombre d'options non exercées au 31 août 2011
Janvier 2006	Janvier 2007	Janvier 2012	34,83 euros	245 033
Janvier 2007	Janvier 2008	Janvier 2013	47,82 euros	411 420
Janvier 2007	Janvier 2008	Janvier 2014	47,82 euros	401 614
Avril 2007	Avril 2008	Avril 2013	55,36 euros	1 602
Avril 2007	Avril 2008	Avril 2014	55,36 euros	20 014
Septembre 2007	Septembre 2008	Septembre 2013	47,17 euros	25 017
Janvier 2008	Janvier 2009	Janvier 2015	42,27 euros	274 720
Janvier 2008	Janvier 2009	Janvier 2014	42,27 euros	312 496
Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2015	45,56 euros	15 000
Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2014	45,56 euros	7 500
Janvier 2009	Janvier 2010	Janvier 2016	39,40 euros	592 987
Janvier 2009	Janvier 2010	Janvier 2015	39,40 euros	813 536
Janvier 2010	Janvier 2011	Janvier 2017	39,88 euros	629 013
Janvier 2010	Janvier 2011	Janvier 2016	39,88 euros	973 686
Décembre 2010	Décembre 2011	Décembre 2017	48,37 euros	682 800
Décembre 2010	Décembre 2011	Décembre 2016	48,37 euros	1 032 600
TOTAL				6 439 038

4.22.4 Plans émis à la suite de l'acquisition de Sodexo Marriott Services

Le Groupe s'est engagé à livrer 3 044 394 actions Sodexo Alliance aux salariés de Sodexo, Inc. à un prix moyen de 29,01 dollars US, dans le cadre du rachat de 53 % du capital de Sodexo Marriott Services, Inc. en juin 2001. Au 31 août 2011, le nombre d'actions restant à livrer s'élève à 11 415.

Au 31 août 2011, ces options sont toutes exerçables avant novembre 2012.

Ces options ne sont pas valorisées car leur octroi est antérieur à novembre 2002, date de prise d'effet de IFRS 2, et leurs droits ont été acquis avant le 1^{er} janvier 2005.

Le tableau suivant indique le nombre, les prix moyens pondérés d'exercice (PMP) et les mouvements d'options durant l'exercice.

	Au 31 août 2011		Au 31 août 2010	
	Nombre	PMP (\$)	Nombre	PMP (\$)
En circulation en début de période	81 895	28,98	213 669	26,31
Attribuées pendant la période				
Annulées pendant la période	(520)	28,14	1 244	33,41
Exercées pendant la période	(69 960) ⁽¹⁾	28,82	(129 102) ⁽²⁾	24,81
Expirées pendant la période			(3 916)	22,32
En circulation en fin de période	11 415	29,99	81 895	28,98
Exerçable en fin de période	11 415	29,99	81 895	28,98

(1) Le prix pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées est de 65,32 USD.

(2) Le prix pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées est de 58,65 USD.

Le tableau suivant indique les prix d'exercice des options en circulation au 31 août 2011 :

Date d'octroi	Prix de souscription (\$)	Nombre d'options non exercées au 31 août 2011
06/11/1997	29,99	11 415

4.23 Regroupements d'entreprises

Il n'y a pas eu d'acquisition significative au cours des exercices 2010-2011 et 2009-2010.

4.24 Engagements et éventualités

4.24.1 Sûretés réelles

Les engagements relatifs à des sûretés réelles (nantissement, gage sur équipement ou hypothèque d'immeuble), consenties par Bellon SA et ses filiales dans le cadre de leurs activités opérationnelles au cours de l'exercice 2010-2011 ne sont pas significatifs.

Au 31 août 2011, 8 720 837 actions SODEXO ont été nanties au profit de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, 1 965 306 actions SODEXO ont été nanties au profit de la Société Générale, 1 950 637 actions SODEXO ont été nanties au profit de Calyon et 1 082 963 actions SODEXO ont été nanties au profit de CACIB.

4.24.2 Engagements en matière de location simple

Les engagements donnés au titre des contrats de location simple se décomposent, par maturité, comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Moins d'un an	127	123
De 1 à 5 ans	268	252
Plus de 5 ans	104	109
TOTAL	499	484

Il s'agit de nombreux contrats dans le monde entier, dont les dispositions sont négociées localement, qui portent essentiellement sur :

- des équipements sur sites, des équipements de bureau et des véhicules pour 138 millions d'euros (120 millions d'euros au 31 août 2010) ;
- des loyers de bureaux pour 340 millions d'euros (337 millions d'euros au 31 août 2010). Les baux d'une durée de 12 ans signés le 19 octobre 2006 dans le cadre de l'installation du nouveau siège social de Sodexo SA à Issy-les-Moulineaux en 2008 impactent les engagements donnés en matière de location de bureaux pour 45 millions d'euros. Les baux et renouvellement de baux signés par Sodexo France et Sodexo Inc. pour l'occupation de leurs bureaux respectifs représentent des engagements en matière de location simple pour 35 millions d'euros et 26,1 millions d'euros.

4.24.3 Autres engagements donnés

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2011			Au 31 août 2010	
	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Total	Total
Engagements de paiement donnés aux tiers		8		8	9
Garanties d'exploitation de sites	11	37	3	51	40
Garanties de bonne fin données aux clients du Groupe Sodexo	4	37	95	136	143
Autres engagements	2	16	1	19	20
TOTAL	17	98	99	214	212

Les engagements de paiements donnés aux tiers incluent principalement les engagements de financement en dettes subordonnées dans les PPP (cf. note 2.3.2.) pour 8 millions d'euros.

Les garanties de bonne fin accordées à nos clients sont réexaminées régulièrement par le management des entités opérationnelles. Une provision est constituée lorsque des paiements liés à ces garanties deviennent probables.

Le Groupe a également des engagements de performances vis-à-vis de ses clients mais considère que ceux-ci ont plus la caractéristique de garanties d'exécution que d'un contrat d'assurance ayant pour objectif d'indemniser le client en cas de non-réalisation de la prestation (l'indemnité étant en général réservée aux cas où le Groupe n'aurait pas été en mesure de mettre en œuvre les moyens alternatifs ou supplémentaires pour satisfaire le client).

Dans les faits, compte tenu de sa taille et de son implantation, le Groupe considère être capable de mettre en œuvre les moyens supplémentaires nécessaires pour éviter de payer des indemnités aux clients bénéficiant de telles clauses.

À ce jour, aucune provision n'est constatée dans le bilan au titre de ces garanties.

Le Groupe a des engagements en termes de nombre d'heures de formation à accorder à ses salariés en France, engagements appelés Droit Individuel à la Formation. En l'absence d'une position des instances réglementaires sur le traitement comptable du Droit Individuel à la Formation, le Groupe a opté pour une présentation de ces droits en engagements donnés. Sur la base des informations disponibles, le nombre d'heures à accorder aux salariés des filiales françaises au titre du Droit Individuel à la Formation a été évalué à environ 2 400 000 heures.

4.25 Informations sur les parties liées

4.25.1 Rémunérations, avances et engagements en matière de pensions et indemnités assimilées accordés aux membres du Conseil de Surveillance et du Directoire de Bellon SA

<i>(en euros)</i>	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Rémunérations versées par Bellon SA aux mandataires sociaux	562 860	536 188
Jetons de présence versés par Bellon SA aux mandataires sociaux	210 000	210 000
Jetons de présence versés par Sodexo aux mandataires communs	245 560	259 050
Rémunérations et avantages versées par des filiales de Sodexo aux mandataires communs	261 235	216 075
TOTAL	1 279 655	1 221 313

Le total inclut les jetons de présence, les rémunérations et avantages de toute nature versés (ou procurés sur la période pour des fonctions exercées) par les sociétés Bellon SA, Sodexo SA et/ou les sociétés du Groupe Sodexo.

4.25.2 Sociétés non intégrées globalement

Les autres transactions avec les parties liées concernent les prêts accordés, les transactions réalisées et les engagements hors bilan portant sur des entreprises associées.

(en millions d'euros)	Valeurs brutes au 31 août 2011	Dépréciations au 31 août 2011	Valeurs nettes au 31 août 2011	Valeurs nettes au 31 août 2010
Prêts accordés	64	0	64	89

Engagements hors bilan	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Engagements de paiement donnés aux tiers	8	8
Garanties de bonne fin données à des clients	134	141

Transactions réalisées	2010-2011	2009-2010
Chiffre d'affaires	273	282
Charges opérationnelles	0	1
Résultat financier	5	5

4.26 Effectifs

Les effectifs du Groupe au 31 août 2011 sont les suivants :

	Au 31 août 2011
Encadrement	47 666
Employés	343 490
TOTAL	391 156

Le détail des effectifs par secteur opérationnel est le suivant :

	Solutions de Services sur Sites				Total	Solutions de		Total
	Amérique du Nord	Europe continentale	Royaume-Uni et Irlande	Reste du monde		Motivation	Holdings	
TOTAL	124 896	100 108	34 846	127 364	387 214	3 508	434	391 156

4.27 Litiges

Le Groupe est partie prenante à des litiges survenus dans le cadre normal de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que les passifs relatifs à ces litiges soient globalement significatifs par rapport à l'activité ou à la situation financière consolidée.

À la connaissance de la société Bellon S.A., il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, qui pourrait avoir, ou a eu au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

4.28 Événements postérieurs à la clôture

Le 6 septembre 2011, Sodexo a acquis 100 % de Puras do Brasil, N°2 des Solutions de Services sur Site au Brésil, société qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 500 millions d'euros et emploie 22 000 personnes réparties sur plus de 1,300 sites dans l'ensemble du pays.

Le 22 septembre 2011, Sodexo a finalisé l'acquisition de la société Lenôtre, suite à l'approbation des autorités de la concurrence. L'acquisition de cette société française va permettre à Sodexo de développer son portefeuille d'activité Prestige en France et à l'international, ainsi que son savoir-faire autour des métiers de la gastronomie de luxe et renforcer ainsi son offre auprès de ses clients.

L'analyse de la valorisation des actifs, y compris les actifs incorporels, et passifs à la date d'acquisition est en cours.

Le 8 novembre 2011, Sodexo a conclu aux Etats-Unis un accord en vue de l'acquisition de 100 % de la société Roth Bros, une entreprise spécialisée dans les services de maintenance technique implantée sur le plan national aux États-Unis. Roth Bros, une société fondée en 1923, crée, pilote et met en œuvre des services de climatisation, d'automatisation et de contrôle dans les bâtiments et de maintenance des fluides et des énergies. Roth Bros réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de dollars.

Conformément à la nouvelle réglementation entrée en vigueur au Royaume-Uni, le Groupe a opté fin octobre pour l'utilisation de l'indice des prix à la consommation (CPI) en remplacement de l'indice des prix au détail (RPI) afin de calculer l'indexation future des pensions que Sodexo UK devra verser à certains membres de son plan de retraite. À fin octobre 2011, l'effet rétrospectif sur les droits déjà accumulés dans le plan par les membres visés par ce changement se traduira par une diminution de l'engagement de retraite, qui est en cours d'évaluation. La contrepartie de cette diminution du passif constituera un impact positif sur le résultat opérationnel.

Le 15 Novembre 2011, Bellon SA a signé avec Natixis deux Equity Linked Swap (ELS : vente à terme d'actions Sodexo couplée d'une opération d'échange de flux financiers sur actions) d'un montant total de 300 millions d'euros. Ces deux ELS d'un montant de 150 millions chacun ont une date de commencement fixée au 4 Juillet 2012 et des dates d'échéance prévues respectivement au 4 Juillet 2015 et au 4 Juillet 2017.

5. OBJECTIFS ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

5.1 Exposition aux risques sur les taux de change et d'intérêt

Le Groupe étant présent dans 80 pays, l'ensemble des postes des états financiers est impacté par la conversion des devises et plus particulièrement la variation du dollar US. Ces variations de change n'entraînent pas de risques d'exploitation, les recettes et les charges de chacune de nos filiales étant réalisées essentiellement dans la même devise.

Le Groupe a recours à des instruments dérivés pour assurer la gestion des risques auxquels le Groupe est exposé du fait de la volatilité des taux d'intérêt et des taux de change.

Les politiques du Groupe, sont conçues pour éviter toute prise de position spéculative. En outre, selon ces politiques :

- l'essentiel de l'endettement doit être contracté à taux fixe ou converti en taux fixe grâce à des instruments de couverture ;
- Dans le cadre de la politique de financement, le risque de change sur les prêts en devises aux filiales doit être couvert ;
- l'échéance des instruments de couverture ne doit pas dépasser celle des emprunts couverts.

5.1.1 Analyse de sensibilité aux taux d'intérêt

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Au 31 août 2011	Au 31 août 2010
Passifs financiers avant couverture	4.15	3 088	3 443
Dont passifs à taux fixe (avant couverture)		2 917	2 755
Dont passifs à taux variables (avant couverture)		171	688
Incidence des instruments de couverture	4.16	11	24
Sur les passifs à taux fixes		74	362
Sur les passifs à taux variables		(63)	(338)
Passifs financiers après couverture	4.16	3 099	3 467
Dont passifs à taux fixe (après couverture)		2 991	3 117
Dont passifs à taux variables (après couverture)		108	350

Au 31 août 2011, la quasi-totalité des passifs étant à taux fixe, l'augmentation ou la diminution de 0,5 % des taux d'intérêts n'aurait pas d'impact significatif sur le résultat avant impôt ou sur les capitaux propres.

Au 31 août 2010, l'analyse de la sensibilité aux taux d'intérêt était la suivante

<i>(en millions d'euros)</i>	Impact en résultat avant impôt	Impact en capitaux propres avant impôt
Impact d'une augmentation de 0,5% des taux d'intérêt	(2)	2
Impact d'une baisse de 0,5% des taux d'intérêt	2	(2)

5.1.2 Analyse de sensibilité aux taux de change et exposition au risque de change sur les principales devises

Exposition au risque de change

	Au 31 août 2011				Au 31 août 2010			
	Dollar USD	Real BRL	Livre GBP	Bolivar Fuerte VEF	Dollar USD	Real BRL	Livre GBP	Bolivar Fuerte VEF
Hors instruments dérivés de change (en millions d'euros)								
Taux de clôture au 31 août	0,692	0,432	1,129	0,074	0,789	0,447	1,212	0,096
Actif monétaire								
BFR actif et autres créances	664	332	168	4	684	311	189	4
Impôts différés	77	25	11		97	17	22	2
Trésorerie	267	10	135	16	299	348	85	82
TOTAL ACTIF MONETAIRE	1 008	367	314	20	1 080	676	296	88
Passif monétaire								
Dettes financières	780	98	4		713	153	4	
BFR passif et autres dettes	1 093	625	356	69	1 160	588	320	69
Impôts différés	25	74	1		45	51		
TOTAL PASSIF MONETAIRE	1 898	796	361	69	1 918	792	324	69
Position nette	(890)	(429)	(47)	(49)	(838)	(116)	(28)	19
Résultat net avant impôt	154	114	58	15	166	73	53	19

	Au 31 août 2011				Au 31 août 2010			
	Dollar USD	Real BRL	Livre GBP	Bolivar Fuerte VEF	Dollar USD	Real BRL	Livre GBP	Bolivar Fuerte VEF
Après instruments dérivés de change (en millions d'euros)								
Taux de clôture au 31 août	0,692	0,432	1,129	0,074	0,789	0,447	1,212	0,096
Actif monétaire								
BFR actif et autres créances	664	332	168	4	684	311	189	4
Impôts différés	77	25	11		97	17	22	2
Trésorerie	267	10	135	16	299	348	85	82
TOTAL ACTIF MONETAIRE	1 008	367	314	20	1 080	676	296	88
Passif monétaire								
Dettes financières	780	136	32		713	191	46	
BFR passif et autres dettes	1 093	625	356	69	1 160	588	320	69
Impôts différés	25	74	1		45	51		
TOTAL PASSIF MONETAIRE	1 898	835	389	69	1 918	830	366	69
Position nette	(890)	(468)	(75)	(49)	(838)	(154)	(70)	19
Résultat net avant impôt	154	114	58	15	166	73	53	19

Sensibilité au risque de change

Impact d'une appréciation de 10 % des taux de change des devises par rapport à l'euro (en millions d'euros)	Au 31 août 2011				Au 31 août 2010			
	Impact sur le chiffre d'affaires	Impact sur le résultat opérationnel	Impact sur le résultat avant impôt	Impact sur les capitaux propres	Impact sur le chiffre d'affaires	Impact sur le résultat opérationnel	Impact sur le résultat avant impôt	Impact sur les capitaux propres
Dollar USD	581	30	15	170	564	28	17	188
Réal BRL	71	16	11	46	59	12	7	41
Livre GBP	121	6	6	58	122	6	5	58
TOTAL	773	52	32	274	745	46	29	287

5.2 Exposition aux risques de liquidité

Les caractéristiques des financements obligataires et bancaires utilisés par le Groupe au 31 août 2011 sont décrites en détail dans la note 4.15 de l'annexe aux comptes consolidés.

En matière d'endettement, les politiques financières du Groupe précisent que les décisions concernant tout financement externe doivent être prises selon leur montant ou leur nature, par le Directeur Financier Groupe, le Directeur Général ou le Conseil d'Administration.

Ainsi :

- l'essentiel de l'endettement doit être contracté à taux fixe ou converti à taux fixe grâce à des instruments de couverture ;
- le risque de change en matière d'endettement du Groupe et sur les prêts en devises aux filiales doit être couvert.

Au 31 Août 2011, environ 70% de la dette consolidée du groupe avait été empruntée sur les marchés de capitaux et le financement bancaire assurait moins de 30% des besoins du groupe. Les échéances de remboursement des principales dettes s'échelonnent entre 2012 et 2023. Le Groupe a une ligne de crédit confirmée multidevises de 600 millions d'euros plus 800 millions de dollars US, qui n'était pas tirée au 31 Août 2011.

5.3 Exposition aux risques de contrepartie

L'exposition au risque de crédit est limitée à la valeur comptable des actifs financiers.

La politique du groupe est de gérer et répartir le risque de contrepartie. Chaque transaction avec une banque doit s'appuyer sur une convention cadre de type convention AFB ou ISDA.

Le risque de contrepartie lié aux créances clients est non significatif. Compte tenu de la dispersion géographique et sectorielle du Groupe, il n'existe aucune concentration de risques portant sur les créances individuelles échues et non dépréciées. De plus, le Groupe n'a enregistré aucune évolution significative des impacts liés aux défaillances financières de ses clients au cours de l'exercice.

Le risque de contrepartie est essentiellement bancaire. Le Groupe limite son exposition au risque de contrepartie en diversifiant ses placements et en limitant la concentration du risque entre les mains de chacune des contreparties. Les transactions sont effectuées avec des contreparties de premier plan en fonction des risques pays. Un reporting régulier de suivi de la répartition auprès des contreparties ainsi que de leur qualité est mis en place.

Afin de réduire encore ce risque, le Groupe Sodexo a mis en place en 2010-2011, un mécanisme de cash pooling international entre les principales filiales réduisant ainsi les liquidités placées chez des tiers en les concentrant sur les holdings financières du Groupe Sodexo.

La contrepartie maximale est d'environ 18 % de la trésorerie opérationnelle du Groupe (incluant les fonds réservés et les actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation) vis-à-vis d'un groupe bancaire dont le rating est A1.

6. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le tableau ci-dessous présente les principales sociétés consolidées par Sodexo au 31 août 2011. La variation par rapport au 31 août 2010 n'est pas significative.

La première colonne indique le pourcentage d'intérêts, la seconde le pourcentage de contrôle. Seuls sont mentionnés les pourcentages d'intérêts ou de contrôles inférieurs à 97 %.

La lettre N désigne les sociétés entrées dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice.

Les lettres ME désignent les filiales qui sont mises en équivalence, les autres sont intégrées globalement.

	Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
France				
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
	51 %	51 %	Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
	73 %	73 %	Sur Site	France
			Sur Site	France
ME	20 %	20 %	Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
	60 %	60 %	Sur Site	France
ME	40 %	40 %	Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Sur Site	France
			Motivation	France
			Holding	France
			Holding	France
ME	25 %	25 %	Motivation	France
			Motivation	France
			Sur Site	France
			Holding	France

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
France					
	Vivaboxes France			Motivation	France
	Média Cadeaux	60 %	60 %	Motivation	France
	Cartes Cadeaux Distribution Service	51 %	51 %	Sur Site	France
	Circles France			Sur Site	France
	One Attitude			Sur Site	France
ME	Cat SAS	35 %	35 %	Sur Site	France
ME	Crêches Attitude	35 %	35 %	Sur Site	France
ME	Défi JV	35 %	35 %	Sur Site	France
ME	Défi Crèche Conso	35 %	35 %	Sur Site	France
ME	AMD	35 %	35 %	Sur Site	France
ME	Pro'Formance	35 %	35 %	Sur Site	France
	Sodexo Remote Sites Caribbean			Sur Site	France
	Sodexo France SAS			Holding	France
	Sodexo Amecaa			Holding	France
	Sofinsod			Holding	France
	Sodexo Etinbis			Holding	France
	Etin			Holding	France
	Gardner Merchant Groupe			Holding	France
	Holding Sogeres			Holding	France
	Sodexo Management			Holding	France
	Sodexo Europe			Holding	France
	Sodexo Asie Océanie			Holding	France
	Sodexo Grande Chine			Holding	France
	Sodexo IS & T			Holding	France
	Siges Guyane			Sur Site	France
	Société Hôtelière et de Tourisme de Guyane			Sur Site	France
	Sodex'Net			Sur Site	France
	Sodexo Guyane			Sur Site	France
	Société Guyanaise de Protection et Gardiennage			Sur Site	France
Amérique					
	Sodexo, Inc. (consolidé)			Sur Site	États-Unis
	Sodexo Canada (consolidé)			Sur Site	Canada
	Jathy Inc.			Sur Site	Canada
	Sodexo Holdings Inc.			Sur Site	États-Unis
	Sodexo Home Care			Sur Site	États-Unis
	Delta Catering Management			Sur Site	États-Unis
	Sodexo Remote Sites (USA) Inc.			Holding	États-Unis
	Sodexo Remote Sites Partnership			Sur Site	États-Unis
	Sodexo Services Enterprises Llc			Holding	États-Unis
	Energy Catering Services Llc			Sur Site	États-Unis
	Universal Sodexho Empresa de servicios y Campamentos			Sur Site	Venezuela
	Universal Sodexho Services de Venezuela			Sur Site	Venezuela
	Universal Services do Brasil Ltda			Sur Site	Brésil
	Sodexo do Brasil Comercial Ltda			Sur Site	Brésil
	Sodexo Argentina			Sur Site	Argentine
	Sodexo Colombia	65 %	65 %	Sur Site	Colombie
	Sodexho Venezuela Alimentación y Servicios	70 %	70 %	Sur Site	Venezuela

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Amérique					
	Sodexho Costa Rica			Sur Site	Costa Rica
	Sodexho Mexico SA de CV			Sur Site	Mexique
ME	Doyon Universal Services (consolidé)	50 %	50 %	Sur Site	États-Unis
	Sodexo Perú			Sur Site	Pérou
ME	Sociedad Concesionaria Bas	33 %	33 %	Sur Site	Chili
	Siges Chile SA			Sur Site	Chili
	Sodexo Chile (consolidé)			Sur Site	Chili
	Sodexho Mexico Servicios de Personal			Sur Site	Mexique
	Comfort Keepers			Sur Site	États-Unis
	Vivaboxes US			Motivation	États-Unis
	Circle Company Associates Inc.			Sur Site	États-Unis
	Sodexo Rose Holding Company Inc.			Holding	États-Unis
	Sodexo Concierge Services Llc			Holding	États-Unis
	Sodexo Pass USA Inc.			Motivation	États-Unis
	Sodexo Pass do Brazil Serviços e Comercio			Motivation	Brésil
	Sociedad Concesionaria de Carceles Grupo 2 SA			Sur Site	Chili
	Sodexo Entrega Comercial			Sur Site	Brésil
	Sodexho Pass Chile			Motivation	Chili
	Sodexho Pass Venezuela	64 %	64 %	Motivation	Venezuela
	Sodexo Soluciones de Motivacion Colombia SA	51 %	51 %	Motivation	Colombie
	SPI Latin America Consultoria Empresarial			Motivation	Brésil
	Sodexo Pass do Brazil Servicios de Inovacao Ltda			Motivation	Brésil
	Sodexho Pass Perou			Motivation	Pérou
	Sodexo Soluciones de Motivacion Argentina SA			Motivation	Argentine
	Sodexo SVC Uruguay SA			Motivation	Uruguay
	Sodexo Motivation Solutions Mexico			Motivation	Mexique
	Sodexo Servicios Operativos			Motivation	Mexique

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Afrique					
	Sodexo Afrique			Sur Site	France
	Sodexo Gabon	90 %	90 %	Sur Site	Gabon
	Sodexo (Angola)			Sur Site	Angola
	Sodexo Bénin			Sur Site	Bénin
	Sodexo Tchad			Sur Site	Tchad
	Universal Sodexo Ghana	90 %	90 %	Sur Site	Ghana
	Sodexo Pass Tunisie	82 %	82 %	Motivation	Tunisie
	Sodexo Maroc			Sur Site	Maroc
	Universal Sodexo Guinea Ecuatorial	70 %	70 %	Sur Site	Guinée Eq.
	Sodexo Cameroun	70 %	70 %	Sur Site	Cameroun
	Sodexo Congo			Sur Site	Congo
	Sodexo Guinée			Sur Site	Guinée Eq.
	Sodexo Africa			Sur Site	Afrique du Sud
	Sodexo Southern Africa (consolidé)			Sur Site	Afrique du Sud
	Sodexo Investments Ltd			Holding	Afrique du Sud
	Wadi Ezzain	75 %	75 %	Sur Site	Libye
	Sodexo Madagascar			Sur Site	Madagascar
N	Sodexo RDC			Sur Site	République Démocratique du Congo
N, ME	Sodrest, LDA	49 %	49 %	Sur Site	Angola
N	Sodexo Healthcare South Africa (Pty) Ltd			Sur Site	Afrique du Sud
	Sodexo Tanzania			Sur Site	Tanzanie
Europe					
	Sodexo Belgium (consolidé)			Sur Site	Belgique
	Special Event			Motivation	Belgique
	Circles Benelux Sprl			Sur Site	Belgique
	12Link			Motivation	Belgique
	Educadomo			Motivation	Belgique
	Imagor Services & Cie SNC			Motivation	Belgique
	Vivaboxes International NV			Motivation	Belgique
	Sogeres Monaco			Sur Site	Monaco
	Sodexo Suisse SA			Sur Site	Suisse
	Sodexo Luxembourg (consolidé)			Sur Site	Luxembourg
	Sodexo Italia (consolidé)			Sur Site	Italie
ME	Fast Point	33 %	33 %	Motivation	Italie
	Sodexo Prehrana in Storitve d.o.o.			Sur Site	Slovénie
	Sodexo Oy			Sur Site	Finlande
ME	Arandur Oy	33 %	33 %	Sur Site	Finlande
	Sodexo AB			Sur Site	Suède
	Sodexo Traffic Oy			Sur Site	Finlande
	Sodexo AS			Sur Site	Norvège
	Sodexo A/S			Sur Site	Danemark
	Sodexo Scandinavian Holding AB			Sur Site	Suède
	Sodexo España (consolidé)			Sur Site	Espagne
	Sodexo Facilities Management SA			Sur Site	Espagne
	Sodexo Portugal Restauracao e Servicos			Sur Site	Portugal

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Europe					
	Sodexo Services GmbH (consolidé)	94 %		Sur Site	Allemagne
	Sodexo Scs GmbH (consolidé)	94 %		Sur Site	Allemagne
	Gastro-Kanne	94 %		Sur Site	Allemagne
	Sodexo Beteiligungsgesellschaft BV & Co. KG	90 %	90 %	Sur Site	Allemagne
	Zehnacker GmbH (consolidé)	94 %		Sur Site	Allemagne
	Ga tec	94 %		Sur Site	Allemagne
	Sodexo Germany BV	90 %	90 %	Sur Site	Allemagne
	Sodexo GmbH	94 %		Sur Site	Allemagne
	Zehnacker Solutions Austria (consolidé)	92 %		Sur Site	Autriche
	Zehnacker AG	93 %		Sur Site	Suisse
	Aspen SA	81 %	87 %	Sur Site	Pologne
	Sodexo Romania Srl			Sur Site	Roumanie
	Sodexo Ao			Sur Site	Russie
	Sodexo Euroasia			Sur Site	Russie
	Sodexo Pass CIS			Motivation	Russie
	Sodexo Pass Motivation Services Srl	75 %	75 %	Motivation	Moldavie
	Sodexo S.R.O.			Sur Site	République tchèque
	Sodexo – Zarizeni Skolniho Stravovani S.R.O.			Sur Site	République tchèque
	Sodexo S.R.O.			Sur Site	Slovaquie
	Sodexo Magyarország KFT			Sur Site	Hongrie
	Zona Vendeglato KFT			Sur Site	Hongrie
	Sodexo Entegre Hizmet Yonetimi AS			Sur Site	Turquie
	Sodexo Polska			Sur Site	Pologne
ME	Agecroft Prison Management Ltd	50 %	50 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Prestige Ticketing Ltd	80 %	80 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Defence Training Services Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Services Group Ltd			Holding	Royaume-Uni
ME	HpC King's College Hospital (Holdings) Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Prestige Ltd (consolidé)			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Remote Sites Scotland Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Harmondsworth Detention Services	51 %	51 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Kalyx Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
ME	Catalyst Healthcare (Romford) Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Catalyst Healthcare (Roehampton) Holdings Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Tillery Valley Foods			Sur Site	Royaume-Uni
	Rugby Travel & Hospitality Ltd	80 %	80 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Defence Services			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Land Technology			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Investment Services			Sur Site	Royaume-Uni
ME	Peterborough Prison Management Ltd	33 %	33 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Ashford Prison Services Ltd	33 %	33 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo (Cyprus) Ltd			Sur Site	Chypre
	Sodexo Holdings Ltd			Holding	Royaume-Uni
	Sodexo Education Services			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Management Services			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Healthcare Services Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Remote Sites Support Services Ltd			Holding	Royaume-Uni
	Sodexo Remote Sites Holdings Ltd			Holding	Royaume-Uni

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Europe					
ME	Catalyst Healthcare (Manchester) Holdings Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Remote Sites Europe Ltd			Holding	Royaume-Uni
ME	Mercia Healthcare (Holdings) Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	South Manchester Healthcare (Holdings) Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	RMPA Holdings Ltd	14 %	14 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Pinnacle Schools (Fife) Holdings Ltd	10 %	10 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Enterprise Civic Buildings (Holdings) Ltd	10 %	10 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Enterprise Education Holdings Conwy Ltd	10 %	10 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Enterprise Healthcare Holdings Ltd	10 %	10 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	ES 2005 Ltd	50 %	50 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Addiewell Prison (Holdings) Ltd	33 %	33 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Healthcare support (North Staffs) Holding Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
N, ME	Integrated Pathology Partnership	49 %	49 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Rugby Travel & Hospitality 2015 & 2019 Ltd	60 %	50 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Vivaboxes UK			Motivation	Royaume-Uni
	Circles Concierge UK Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Holdings Ireland Ltd			Sur Site	Irlande
	Sodexo Ireland Ltd			Sur Site	Irlande
N	Sodexo Zehnacker Healthcare Ireland Ltd	51 %	51 %	Sur Site	Irlande
	Sodexo Remote Sites Norway AS			Sur Site	Norvège
N	Sodexo Onshore As			Sur Site	Norvège
N	Sodexo Mobile Units As			Sur Site	Norvège
	Sodexo Remote Sites The Netherlands BV			Sur Site	Pays-Bas
	Universal Sodexo Kazakhstan Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Nederland BV (consolidé)			Sur Site	Pays-Bas
	Sodexo Altys BV			Sur Site	Pays-Bas
	Sodexo Pass Luxembourg			Motivation	Luxembourg
	Sodexo Pass Belgium (consolidé)			Motivation	Belgique
	Sodexo Pass GmbH			Motivation	Allemagne
	Sodexo Motivation Solutions Italia SRL (consolidé)			Motivation	Italie
	Vivaboxes Italy			Motivation	Italie
	Sodexo Soluciones de Motivation Espana SAU			Motivation	Espagne
	Sodexo Motivation Solutions Austria GmbH			Motivation	Autriche
	James Concept AB			Motivation	Suède
	Sodexo Motivation Solutions UK Ltd			Motivation	Royaume-Uni
	Sodexo Pass Hungaria			Motivation	Hongrie
	Sodexo Pass Bulgaria eood			Motivation	Bulgarie
	Sodexo Pass Ceska Republika AS			Motivation	République tchèque
	Sodexo Pass Slovak Republik SRO			Motivation	Slovaquie
	Vouchers Acquisition Corporate Holding BV			Motivation	Pays-Bas
	Sodexo Motivation Solutions Polska SP Zoo			Motivation	Pologne
	Sodexo Motivasyon Cozumleri A.S.			Motivation	Turquie
	Network Servisleri	50 %	50 %	Motivation	Turquie
	Sodexo Pass Romania			Motivation	Roumanie
	Catamaran Cruisers			Sur Site	Royaume-Uni
	Compagnie Financière Aurore International			Holding	Belgique

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Asie, Océanie, Moyen-Orient					
	Kelvin Catering Services (Emirates) Llc	49 %	49 %	Sur Site	Émirats Arabes Unis
ME	Hestia Facility Management Llc	49 %	49 %	Sur Site	Émirats Arabes Unis
	Teyseer Services Company	49 %	49 %	Sur Site	Qatar
	Sodexo Kazakhstan Llp			Sur Site	Kazakhstan
	Restauration Française (Nouvelle-Calédonie)	60 %	60 %	Sur Site	France
	Sodexo Nouvelle-Calédonie	51 %	51 %	Sur Site	France
	Société du Catering du Nord	60 %		Sur Site	France
	Sodexo Singapore			Sur Site	Singapour
	Sodexo Malaysia			Sur Site	Malaisie
	Sodexo Hong Kong			Sur Site	Hong Kong
	Sodexo Japan K.K.			Sur Site	Japon
ME	Sodexo Healthcare Support Services (Thailand) Ltd	26 %	26 %	Sur Site	Thaïlande
	Sodexo Korea Co Ltd			Sur Site	Corée
	Universal Sodexho Eurasia Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Aims Corporation			Sur Site	Australie
	Sodexo Asia Pacific PTE Ltd (consolidé)			Sur Site	Singapour
	SPI Asia			Holding	Singapour
	Sodexo FM Services Pty			Sur Site	Singapour
	PT Sodexo Indonesia Llc	75 %	75 %	Sur Site	Indonésie
	Sodexo Australia (consolidé)			Sur Site	Australie
ME	Serco Sodexo Defence Services	50 %	50 %	Sur Site	Australie
	Sodexo Venues Australia			Sur Site	Australie
	Sodexo Total Support Services NZ			Sur Site	Nouvelle-Zélande
	Rugby Travel & Hospitality NZ	80 %		Sur Site	Nouvelle-Zélande
	Sodexo Remote Sites Australia Pty			Sur Site	Australie
	Beijing Luyuan Property Management Co. Ltd			Sur Site	Chine
	Sodexho Tianjin Service Management Company Ltd			Sur Site	Chine
	Sodexo Shanghai Management Services			Sur Site	Chine
	Sodexo Management Company Ltd Shanghai			Sur Site	Chine
ME	Shanghai SAIC Sodexo Services Co. Ltd	49 %	49 %	Sur Site	Chine
	Beijing Sodexo Service Company Ltd	97 %	97 %	Sur Site	Chine
	Sodexo (Guangzhou) Management Services Ltd			Sur Site	Chine
	Wuhan Innovation Sodexo Services Co. Ltd	70 %	70 %	Sur Site	Chine
	Shanghai Sodexo Pass Service Ltd			Motivation	Chine
ME	Changchun Faw Industry Sodexo Management Services Co. Ltd	50 %	50 %	Sur Site	Chine
	Sodexo Amarit (Thailand Ltd)	49 %	49 %	Sur Site	Thaïlande
	Sodexo Support Services (Thailand) Ltd	61 %	74 %	Sur Site	Thaïlande
	Sodexo Thailand Ltd	49 %	49 %	Sur Site	Thaïlande
	Sodexo Project Management Services India Private Ltd			Sur Site	Inde
	Sodexo Food Services India Private Ltd			Sur Site	Inde
	Sodexho FM Services India Private Ltd			Sur Site	Inde
	Universal Remote Sites Services India Pty Ltd			Sur Site	Inde
	Sodexo SVC India Private Ltd			Motivation	Inde
	Unisol Infraserivices Private Ltd			Sur Site	Inde
	RKHS Food and Allied Services Private Ltd			Sur Site	Inde
	Sodexo Food Solutions India Private Ltd			Sur Site	Inde
	Skyline Caterers Pvt. Ltd			Sur Site	Inde

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Asie, Océanie, Moyen-Orient					
	Sodexho Pass, Inc.	60 %	60 %	Motivation	Philippines
	Sodexo Services Liban	60 %	60 %	Sur Site	Liban
	Sodexo Laos Pvt Ltd			Sur Site	Laos
	PT Sodexo Motivation Solutions Indonesia			Motivation	Indonésie
N	Sodexho Pass Vietnam			Motivation	Vietnam
	Sodexo International FZE			Sur Site	Émirats Arabes Unis
	Tariq Alghanim	50 %	50 %	Sur Site	Koweït
	Rogozinsky and Ekron Hosting Sces Ltd	50 %		Sur Site	Israël
	Chefa Ltd	50 %	50 %	Sur Site	Israël
N	Mealpass Motivation Solutions Israël Ltd	51 %	51 %	Motivation	Israël
	Sakhalin Support Services	100 %	100 %	Sur Site	Russie
	Allied Support			Sur Site	Russie
N	Sodexo Russia Far East			Sur Site	Russie